



GUIDE MÉTHODOLOGIQUE

Sensibilisation et éducation aux risques de catastrophes dans les petits États insulaires en développement

croix-rouge française +
PIROI
+C GESTION DES CATASTROPHES center

avec le soutien de



Préface

Ce guide méthodologique a été élaboré et conçu afin d'accompagner les **praticiens du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge** - plus spécifiquement les chefs et coordinateurs de projets et les volontaires - qui travaillent dans le domaine de la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) dans les Petits États Insulaires en Développement (PEID). Le développement de ces outils vise à adapter l'approche de la gestion des risques de catastrophes en milieu communautaire et scolaire au contexte des PEID, afin d'identifier les meilleures pratiques et améliorer le plaidoyer.

Depuis sa création en 2000, **la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) accorde une importance particulière au renforcement des connaissances** liées aux risques à travers la sensibilisation et l'éducation, à la gouvernance des risques et au renforcement de la résilience communautaire. **Ce guide méthodologique est donc issu de la capitalisation et de l'expérience de 18 projets en RRC** menés dans le Sud-Ouest de l'océan Indien par les Sociétés nationales (SN) de la zone avec l'appui de la PIROI, au bénéfice de plus de 155 000 personnes. Son élaboration s'inscrit dans une démarche de développement de la culture du risque et participe à la diffusion des pratiques de RRC. L'ambition est d'outiller les SN, partenaires CR/CR, ONGs et autres praticiens en RRC partageant les mêmes problématiques et contextes, afin de **contribuer au renforcement de la résilience des populations** face aux enjeux des catastrophes naturelles et des changements climatiques.

Les PEID du Sud-Ouest de l'océan Indien sont comptés parmi les plus vulnérables dans le monde. Les populations de la région sont déjà confrontées à certains effets des changements climatiques :

élévation du niveau de la mer, érosion des sols, inondations, pénurie d'eau, augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles ; ainsi qu'aux impacts sociaux et économiques qu'ils engendrent.

Le projet 3 Océans, mis en œuvre par les Plateformes d'Intervention Régionales (PIRS) de la Croix-Rouge française avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD), vise à mettre en place des mécanismes pour réduire l'impact des catastrophes liées aux aléas naturels, aux crises sanitaires et aux changements climatiques sur les populations des trois bassins océaniques. **L'objectif de ce projet est de répondre aux vulnérabilités environnementales des États insulaires régionaux** en mettant l'accent sur la coopération, l'intégration et le partage de connaissances. Ainsi, ce guide méthodologique pour l'éducation aux risques de catastrophes développé à partir d'expériences issues de l'océan Indien, pourra bénéficier à l'ensemble des pays insulaires partageant les mêmes problématiques.

La PIROI remercie ses partenaires et collaborateurs de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pour leur contribution dans l'élaboration de ce guide, ainsi que les équipes des Ministères de l'Éducation des pays de la zone, et les partenaires techniques et financiers, notamment l'Agence Française de Développement pour son soutien financier dans le cadre du projet 3 Océans.

Christian PAILLER
Chef de Délégation Régionale - PIROI



Sommaire

Préface	p.2	SECTION 3 - Planification	p.25
Remerciements	p.4	Prise en compte de la communication	p.26
A propos du guide	p.5	Diversification des canaux de communication	p.27
Liste des acronymes	p.6	Transmission des messages	p.29
Sections du guide	p.7	Etudes de cas: La Réunion, St Martin et Maurice	p.30
Introduction	p.8	SECTION 4 – Mise en œuvre	p.31
Concepts de la réduction des risques de catastrophes	p.9	Sensibilisation auprès du grand public	p.32
Enjeux dans les petits États insulaires en développement du sud-ouest de l'océan Indien	p.10	Education en milieu scolaire et périscolaire	p.34
Réduction des risques de catastrophes et adaptation au changement climatique dans les PEIDs	p.11	Préparation aux catastrophes dans les écoles	p.35
Réduction des risques de catastrophes et adaptation au changement climatique au sein de la Croix-Rouge française et de la PIROI	p.12	Renforcement des capacités	p.36
Approche liée à la protection de l'enfant	p.13	Etudes de cas: Les Seychelles, Union des Comores, La Réunion, Samoa, Guadeloupe, Mozambique et Tanzanie	p.37
SECTION 1 – Identification des besoins	p.14	SECTION 5 - Suivi et évaluation	p.40
Identification des priorités	p.15	Evaluation des initiatives et de compétences	p.41
Compréhension des risques de catastrophes	p.16	Collaboration et échanges des pratiques	p.42
Etudes de cas: Mayotte, Vanuatu et Océan Indien	p.18	Etudes de cas: La Réunion	p.43
SECTION 2 – Conception d'un projet	p.19	Glossaire	p.44
Ciblage du public	p.20	Annexes	p.47
Ciblage des zones d'intervention	p.21	Références	p.54
Identification du partenaire	p.22		
Etudes de cas: Madagascar, Mayotte, La Réunion, Union des Comores et Maurice	p.23		

Remerciements

Le guide méthodologique pour la sensibilisation et l'éducation aux risques de catastrophes, associé à la boîte à outils, a été rendu possible grâce au soutien de la Croix-Rouge française (CRF) et a été conçu pour la plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI), avec l'appui d'une consultance mise en œuvre par Mesdames Sandrine Roussy-Rupp et Margaux Estager, et au financement de l'agence française de développement à travers le projet « 3 Océans ».

Ce travail n'aurait pas été possible sans le soutien de Mme Zoé Trevisan, responsable réduction des risques de catastrophes (RRC) et Mme Camille Charrier, responsable en planification, monitoring, évaluation & reporting à la PIROI, et Mme Valentina Evangelisti, référente technique réduction des risques de catastrophes à la CRF, qui ont contribué à l'élaboration de ce guide.

Nous remercions sincèrement la Croix-Rouge française, les membres de l'équipe RRC de la PIROI, la Croix-Rouge allemande basée à Madagascar et les représentants des Sociétés nationales des Comores, de Maurice, des Seychelles, de Madagascar, du Mozambique et de la Tanzanie, qui ont dédié du temps lors des enquêtes, et pour leur générosité en partageant leurs expériences en matière de réduction des risques de catastrophes.

Merci également à l'ensemble des partenaires institutionnels, techniques et académiques basés à La Réunion, Mayotte, et aux Comores, ainsi qu'aux acteurs en réduction des risques de catastrophes opérant au Mozambique et à Madagascar, pour avoir partagé leurs savoirs, leurs connaissances et leurs ressources pour développer le guide.

Toutes les parties de cette publication peuvent être citées, copiées, traduites dans d'autres langues ou adaptées aux besoins locaux, à des fins non commerciales, sans un accord préalable de la CRF-PIROI, à condition de citer clairement le nom de la présente publication. La CRF-PIROI a pris toutes les précautions pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation dudit guide incombe au lecteur. En aucun cas, la CRF-PIROI ne saurait être tenue responsable des préjudices subis du fait de son utilisation. La présente publication ne reflète pas nécessairement les décisions ni la politique officielle de la CRF-PIROI.

Toutes les photos utilisées dans ce guide sont la propriété de la Croix-Rouge française-PIROI, sauf indication contraire.



Les expertes
qui ont
élaboré le
guide

❑ Mme Sandrine Roussy-Rupp

Experte en résilience et en réduction des risques de catastrophes et diplômée d'un Master en Sciences sur le changement climatique et le développement durable.

❑ Mme Margaux Estager

Consultante humanitaire « MEAL » avec une expertise dans les exercices de renforcement des capacités. Diplômée d'un Master en Droits de l'Homme et Action Humanitaire.

Plate-forme d'Intervention Régionale de
l'Océan Indien

Croix-Rouge française – PIROI

1, rue de la Croix-Rouge
ZAC de la Mare
97438 SAINTE-MARIE
Ile de La Réunion

Téléphone : + 262 (0)262 53 08 92

Fax : + 262 (0)262 72 17 02

E-mail : piroi@croix-rouge.fr

Page Facebook PIROI – Croix-Rouge

Page twitter @PIROI_FRC

Campus Croix-Rouge française

21 rue de la Vanne
92120 Montrouge
Tel: 01 44 43 11 00
Fax: 01 44 43 11 01

Siège social

98 rue Didot
75694 Paris Cedex 14



A propos du guide méthodologique

Ce guide méthodologique a été préparé conjointement avec les équipes de la PIROI (La Réunion/Mayotte), le pôle de la Direction des Relations et Opérations Internationales de la Croix-Rouge française, la Croix-Rouge allemande basée à Madagascar, le Croissant-Rouge comorien, la Croix-Rouge de Maurice, la Croix-Rouge des Seychelles, la Croix-Rouge malgache, la Croix-Rouge du Mozambique et la Croix-Rouge tanzanienne. Des consultations impliquant des acteurs en réduction des risques de catastrophes dans les zones de l'océan Indien, du Pacifique et des Caraïbes, ont permis d'enrichir le contenu du guide.

Les objectifs du guide

Ce guide a pour objectif de **proposer une méthodologie standardisée pour le développement et la mise en œuvre d'un projet de sensibilisation et/ou d'éducation aux risques liés aux aléas naturels et climatiques dans les petits États insulaires en développement**. Il promeut des approches, des bonnes pratiques et des outils pédagogiques pour faciliter la création d'animation sur les risques de catastrophes auprès du grand public et dans le milieu scolaire et périscolaire. Le guide méthodologique est un outil de partage avec les partenaires, les acteurs en RRC et des bailleurs de fonds.

A qui s'adresse ce guide

Ce guide n'a pas pour objectif de former les équipes du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans le domaine de la RRC, mais plutôt **d'accompagner les praticiens appartenant au Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, plus précisément aux chefs et coordinateurs de projets et aux volontaires qui travaillent et ont les compétences de base en RRC.**

Il peut également servir de guide pratique aux partenaires du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ainsi qu'aux acteurs en RRC pour la mise en œuvre de projets de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes.

Utilisation du guide

Les informations du guide peuvent être adaptées et utilisées de différentes manières:

- D'un point de vue global pour suivre un processus d'élaboration d'un projet de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes, et adapter les outils pédagogiques selon le contexte institutionnel, opérationnel et culturel, ainsi que les interventions d'autres acteurs en RRC.
- D'un point de vue autonome pour renforcer une étape de projet selon la thématique souhaitée.

Le **guide méthodologique est associé à une boîte à outils**, comprenant un ensemble de guides et d'outils pédagogiques. **La boîte à outils est hébergée sur le [site de la PIROI](#).**



Mode d'emploi

Chaque section suit un cadre similaire:

- Une description liée à la section du guide.
- Un encadré avec un exemple ou un conseil.
- Une ou plusieurs études de cas.
- Des liens hypertextes vers des outils disponibles dans la boîte à outils et/ou des références clés.



Liste des acronymes

ACC	Adaptation au changement climatique
CRCR	Mouvement du Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
CRF	Croix-Rouge française
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières
EVCA	Evaluation de la vulnérabilité et des capacités améliorée
DEAL	Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GRC	Gestion des risques de catastrophes
ONG	Organisation non-gouvernementales
PEID	Petits États Insulaires en Développement
PIROI	Plateforme d'Intervention Régionale de l'océan Indien
RRC	Réduction des risques de catastrophes
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
UNDRR	Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes



Sections du guide

Sections du guide

Après une introduction qui rappelle (1) les concepts de la réduction des risques de catastrophes, (2) la situation en termes de RRC dans les petits Etats et territoires insulaires en développement du sud-ouest de l'océan Indien, (3) les objectifs stratégiques de la CRF et de la PIROI en termes de RRC et d'adaptation au changement climatique (ACC) et (4) l'approche de la protection de l'enfant; le **guide se présente sous forme de sections d'information et d'orientation en suivant les 5 étapes pour le développement d'un projet de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes.**



Mode de navigation

Pour parcourir le guide méthodologique, il vous suffit de:

- ☐ Cliquer sur l'illustration de la barre de navigation placée en haut du guide
- ☐ Cliquer sur l'icône  pour revenir à la page « Sections du guide »
- ☐ Dans les sections, des icônes de navigation permettent d'accéder à des informations complémentaires:



Information en annexes



Lien direct vers la boîte à outils



Lien vers une référence clé



Conseil



Exemple d'un outil ou d'une approche



INTRODUCTION

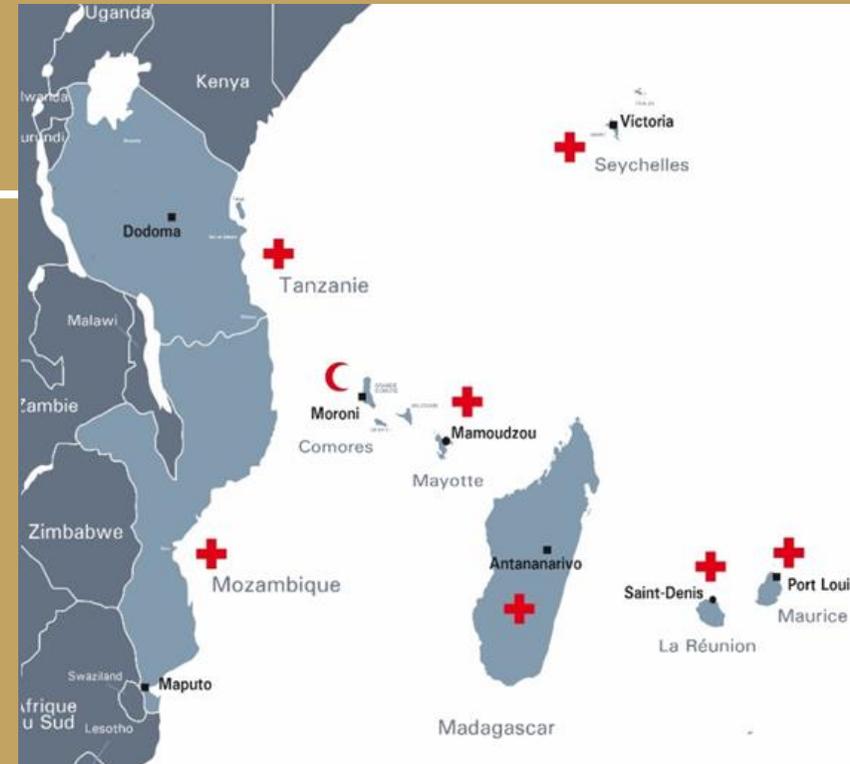
Concepts de la réduction des risques de catastrophes

Enjeux dans les petits Etats insulaires
en développement du sud-ouest de l'océan Indien

Réduction des risques de catastrophes et
adaptation au changement climatique dans les PEIDs

Réduction des risques de catastrophes et
adaptation au changement climatique au sein de la CRF & de la PIROI

Approche liée à la protection de l'enfant



Cartographie des membres de la PIROI



Concepts de la réduction des risques de catastrophes



Vidéo 2 min

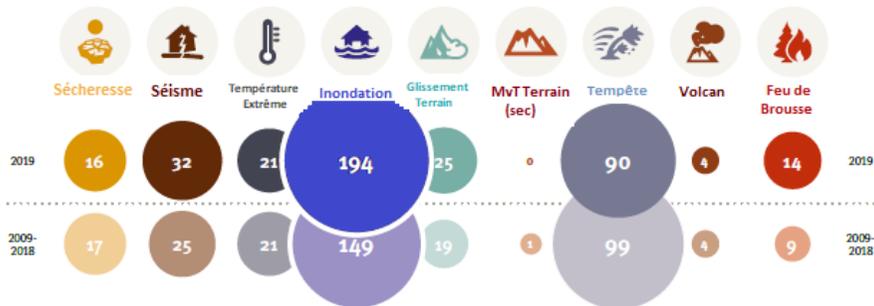
Occurrence des événements naturels extrêmes au niveau mondial

De 2009 à 2018
343
catastrophes
dans le monde

En 2019
396
catastrophes
dans le monde

Depuis une vingtaine d'année, plus de 4 milliards de personnes sont victimes de catastrophes, avec une estimation de pertes économiques mondiale allant au-delà des 2400 milliards d'euros. En 2019, au moins 396 catastrophes ont touché 95 millions de personnes, coûtant près de 110 milliards de d'euros. Au niveau régional, 40% des événements ont eu lieu en Asie représentant 74% des personnes affectées par des catastrophes dans le monde.

Comparaison du nombre d'événements naturels extrêmes, au niveau mondial, en 2019 et sur la période 2009-2018

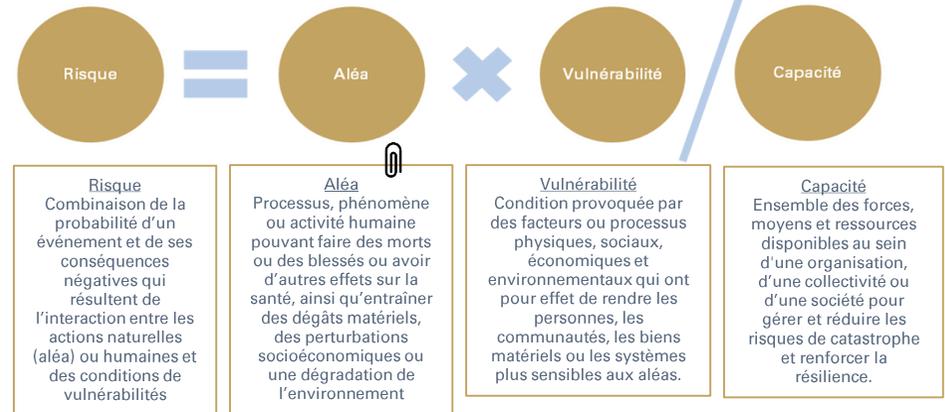


Source: Natural Disasters 2019 report - Emergency Events Database (EM-DAT)

Qu'est-ce que la réduction des risques de catastrophes?

D'après l'[UNDRR](#) « la réduction des risques de catastrophes vise à empêcher l'apparition de nouveaux risques, à réduire ceux qui existent déjà et à gérer les risques résiduels pour renforcer la résilience et, partant, contribuer à la réalisation du développement durable ».

Formule du risque de catastrophes



Risque majeur
L'inondation provoque des dégâts sur les habitants, les bâtiments, etc.

Aléa naturel
Crue d'un cours d'eau avec débordement du lit majeur

Enjeu (vulnérabilité)
Localité exposée et présence d'habitants, de bâtiments, d'infrastructures et d'activités économiques, etc.



Enjeux dans les petits Etats insulaires en développement du sud-ouest de l'océan Indien



Des millions de personnes sont victimes chaque année des effets des événements naturels extrêmes, que ce soit des inondations, cyclones, sécheresses ou tremblements de terre. Les pays et les populations sont affectés de façon inégale selon leur niveau de vulnérabilités et des capacités existantes pour faire face aux catastrophes. Par exemple, les États qui investissent dans les mesures de préparation et de mitigation, d'éducation aux risques de catastrophes et de protection du climat et de l'environnement sont mieux préparés face aux événements naturels extrêmes.

Les petits États insulaires en développement (PEID) ne sont pas épargnés par les phénomènes naturels et climatiques. En 2020, les Etats insulaires dans le Pacifique, comme Vanuatu, sont les pays présentant le plus grand risque de catastrophe au monde du fait de leur forte exposition aux aléas naturels, sans oublier qu'ils sont touchés par les effets du dérèglement climatique (ex. élévation du niveau de la mer, variation des températures, etc.)

De 1970 à 2020, les PEIDs de sud-ouest de l'océan Indien ont été affectés par 51 événements extrêmes: 36 tempêtes, 5 inondations, 2 tremblements de terre, 6 épisodes volcaniques et 2 sécheresses.

Causant le décès de 186 personnes et affectant environ 1,95 millions de personnes.

Pertes économiques estimées à 1,2 milliards USD

Les PEIDs du sud-ouest de l'océan Indien: les Comores, Maurice, les Seychelles, la Réunion et Mayotte, sont eux aussi très exposés aux phénomènes naturels comme les cyclones, tempêtes, inondations, tremblements de terre, tsunami, les éruptions volcaniques, sécheresses, etc... Du fait du réchauffement climatique, la tendance est à l'augmentation de l'intensité des événements météorologiques. De plus les PEIDs sont fortement exposés et vulnérables à l'élévation du niveau de la mer, à l'augmentation des températures et à la modification des précipitations.

Source: Centre for Research on the Epidemiology of Disasters, Emergency Events Database

Les menaces liées aux aléas naturels et climatiques ne sont pas sans conséquences sur la vie des populations, et sur les domaines de l'agriculture, la pêche, le tourisme, les écosystèmes, l'accès aux services de base comme l'éducation, la santé humaine, les transports, l'accès à l'eau potable et les ressources énergétiques. Ces effets posent des défis sur la viabilité économique des PEIDs du sud-ouest de l'océan indien.

Au vue de la RRC, la région a fixé des priorités d'investissement dans:

- ❑ Une meilleure compréhension des risques de catastrophes.
- ❑ Des mesures de prévention et d'atténuation des risques de catastrophes, et d'adaptation au changement climatique.
- ❑ Une collaboration entre les agences en gestion des risques de catastrophes (GRC), le ministère des finances et les ministères sectoriels.
- ❑ Le renforcement des capacités sur la terminologie et concepts du risque, et la gestion de l'information sur les pertes et dommages économiques.
- ❑ Un système itératif en GRC incluant des outils d'évaluation probabiliste des risques naturels et économiques, et statistiques liés aux risques.

Les catastrophes et la RRC à Maurice

Tout au long de son histoire, l'île Maurice a été sujette aux cyclones, inondations, tremblements de terre, et tsunami. De plus la montée des eaux est de plus en plus menaçante due au changement climatique.

Le 30 Mars 2013, des inondations dévastatrices ont emportées avec elles 11 personnes à Port Louis, la capitale de l'île. Cet événement tragique a servi comme signal en réveillant les consciences du danger auprès des populations et des autorités locales Mauriciennes. Le [centre national de gestion de la réduction des risques de catastrophes](#) (NDRRMC) a été créé pour « accroître la résilience du pays aux catastrophes, en réduisant les pertes de vies humaines et les impacts négatifs sur les biens économiques, sociaux, physiques et environnementaux, grâce à un engagement stratégique du NDRRMC et à la participation de tous les niveaux de la société à la compréhension et à la gestion des menaces identifiées ».





Réduction des risques de catastrophes et adaptation au changement climatique dans les PEIDs

Ban Ki-moon (secrétaire général des Nations unies): « *Le changement climatique s'est produit à cause du comportement humain, donc il est naturel que ça soit, aux êtres humains, de résoudre ce problème. Il se peut qu'il ne soit pas trop tard si nous prenons des mesures décisives aujourd'hui.* »

Impacts du changement climatique dans les PEIDs

Les phénomènes climatiques (ex. cyclones, sécheresse, canicule, pluies diluviennes, inondations, tempêtes) et la montée des eaux seront des phénomènes courants et nombreux dans les années à venir.

Selon le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ([GIEC](#)), les effets prévisibles du changement climatique sont:

- ❑ Elévation du niveau de la mer avec limitation d'accès aux terres dans les zones côtières.
- ❑ Contamination des sols et de l'eau potable par l'intrusion des eaux marines, d'où une limitation à l'agriculture et une baisse de la ressource en eau potable et alimentaire.
- ❑ Migration des populations côtières vers les terres.
- ❑ Augmentation des maladies sensibles au climat (ex. maladies à transmission vectorielle, d'origine alimentaire et d'origine hydrique comme le paludisme, la dengue et la maladie diarrhéique), et du taux de morbidité lié à ces maladies.
- ❑ Conséquences sur les écosystèmes (ex. dégradation des récifs coralliens et des mangroves) et la biodiversité insulaire.

Objectifs et approches partagés en RRC & ACC

Comme mentionné dans l'Accord de [Paris](#) et le Cadre d'action de [Sendai](#) en RRC 2015-2030, l'adaptation au changement climatique (ACC) et la RRC sont devenus des enjeux clés du développement des PEIDs, qui investissent davantage pour:

- ❑ Réduire la pauvreté et investir dans un avenir plus sûr.
- ❑ Promouvoir la coordination des mesures en RRC et ACC pour renforcer la résilience des Etats et des populations.
- ❑ Intégrer les initiatives en RRC et ACC dans les discussions politiques internationales et dans la politique, la planification et la mise en œuvre des ministères du développement (infrastructure, eau, agriculture, énergie, logement, etc.).
- ❑ Réduire les vulnérabilités aux risques naturels, qu'ils soient aigus, lents ou à long terme.
- ❑ Reconnaître que les populations sont touchées de manière disproportionnée par les aléas naturels et climatiques.
- ❑ S'appuyer sur les ONG, la société civile et les partenaires pour la mise en œuvre au niveau communautaire.
- ❑ Promouvoir des instruments communs comme les évaluations des risques, les mesures d'adaptation et d'atténuation, les assurances, etc.



Réduction des risques de catastrophes et adaptation au changement climatique au sein de la Croix-Rouge française et de la PIROI



La Croix-Rouge française (CRF) est membre du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. A l'international, elle poursuit les stratégies de développement portées par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Elle s'associe ainsi aux Sociétés nationales hôtes avec lesquelles elle travaille dans une perspective de plaidoyer, de renforcement des capacités et de partage des connaissances et des expériences.

La Croix-Rouge française à l'international a mobilisé son expertise technique à travers son réseau de ressources humaines et logistiques pour réagir efficacement dans les phases d'urgence, de relèvement/reconstruction et développement. Depuis 1998, la Croix-Rouge française mène des programmes de réduction des risques de catastrophes, en privilégiant une approche participative des Etats et des populations.

Champs d'action en RRC de la Croix-Rouge française

Préparation aux catastrophes : faire prendre conscience des risques encourus

Préparation à la réponse : savoir s'organiser en cas de catastrophe

Mitigation : mettre en place des micro-projets pour limiter l'impact des catastrophes

La **plateforme d'intervention régionale de l'Océan Indien (PIROI)**, est un outil de la Croix-Rouge française rattaché à la Direction des Relations et des opérations internationales (DROI). Elle mène depuis 2000 un programme régional de gestion des risques de catastrophes dans la zone Sud-Ouest de l'océan Indien.

Depuis 2007, la **PIROI** considère la **réduction des risques de catastrophes** comme une **priorité**. La plateforme développe différentes approches d'intervention en RRC et d'adaptation au changement climatique. **Agir au niveau communautaire** est au centre des activités, notamment à travers des projets de sensibilisation des populations, en particulier auprès des plus jeunes, des appuis aux collectivités à l'information préventive, et des micro-projets dans un contexte de changement climatique afin de promouvoir des communautés résilientes.

La PIROI se base sur 4 axes pour gérer les risques de catastrophes:

- ❑ **La préparation à la réponse:** s'avoir s'organiser en cas de catastrophes (ex. pré positionnement de matériel, plan de contingence, formation, etc.).
- ❑ **La réponse à l'urgence:** porter assistance aux populations affectées (ex. déploiement de ressources humaines et mise en œuvre des opérations d'urgence, etc.).
- ❑ **La réhabilitation et la reconstruction:** soutenir des projets de réhabilitation ou de développement en post-urgence (ex. appui à la sécurité alimentaire, etc.).
- ❑ **La prévention et mitigation:** mettre en place des mesures pour imiter les impacts de catastrophes (ex. éducation aux risques de catastrophes, micro-projets d'adaptation au changement climatique, etc.).



i Le projet *Paré pas Paré* de la PIROI à la Réunion

En 2011, le projet « **Paré pas Paré** » a vu le jour à La Réunion, dans le but de **sensibiliser la population réunionnaise** et en particulier les jeunes en milieu scolaire, **aux risques d'origine naturels affectant la région**.

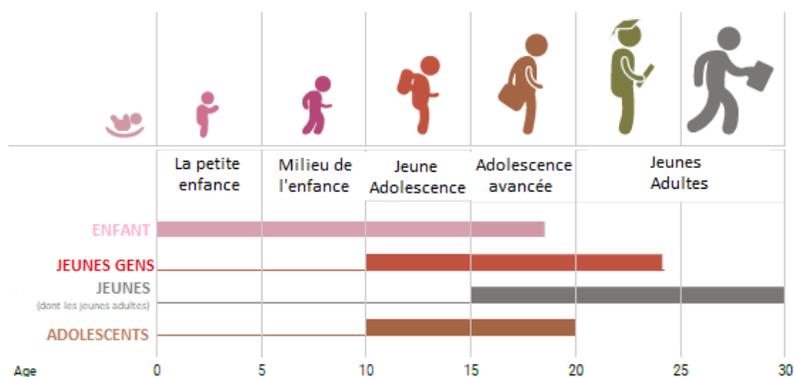
Paré pas Paré a inspiré la création de plusieurs projets similaires à Mayotte, à Maurice, aux Seychelles et aux Comores. Il est même été développé dans les Caraïbes via la plateforme d'intervention régionale Amériques-Caraïbes (PIRAC). Par ailleurs, *Paré pas Paré* s'est élargi en mettant son expertise de prévention des risques au service d'aléas spécifiques comme les inondations, la dengue et plus récemment la COVID19.

Approche liée à la protection de l'enfant



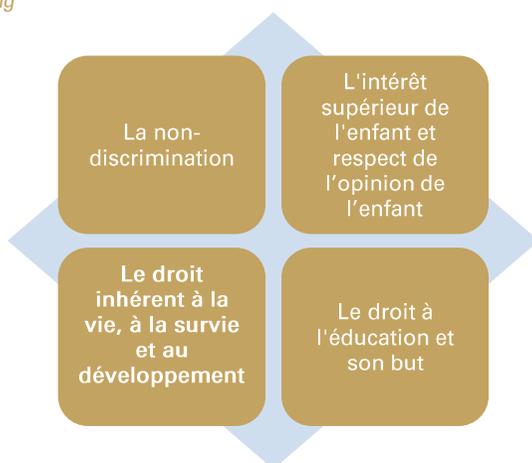
Qu'est-ce qu'un enfant?

Au sens de la présente [Convention relative aux droits de l'enfant](#): « un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable ».



Source: figure adaptée du document de l'UNDRR "Engaging children and youth in disaster risk reduction and resilience building"

Les 4 principes fondamentaux concernant les enfants



Protection de l'enfant & la réduction des risques de catastrophes

Selon l'UNDRR, chaque année, plus de 175 millions d'enfants sont affectés par des catastrophes. Rien qu'en 2014, les catastrophes ont contraint 9 millions de filles et de garçons à quitter l'école.

D'après UNICEF, les enfants représentent généralement 50 à 60 % des personnes touchées par une catastrophe (ex. décès, blessures, traumatismes, limitation d'accès aux services de base comme l'éducation, etc.). Lors de catastrophes, les vulnérabilités des enfants augmentent (ex. séparation des familles, abus, exploitation, etc.) d'où l'importance de prendre en considération la protection de l'enfant comme:

- ❑ Maintenir l'éducation dans les situations d'urgence, afin de protéger les enfants et de les maintenir dans un système d'apprentissage.
- ❑ Eduquer un enfant sur les risques de catastrophes et s'assurer qu'il utilise ces connaissances. L'éducation est un investissement pour les générations futures.
- ❑ Communiquer sur les risques de catastrophes à travers les enfants comme agent de changement au sein des communautés.
- ❑ Garantir leur participation lors des débats et décisions pour prendre en compte leurs besoins et leurs idées afin de réduire les risques de catastrophes.



i Coalition Children in a Changing Climate (CCC)

La coalition a pour objectif de défendre et promouvoir les droits des enfants dans les accords mondiaux. Depuis 2007, la CCC partage les connaissances et travaille avec les enfants comme agents de changement en renforçant leurs capacités à se préparer et à répondre aux chocs et aux facteurs de stress.



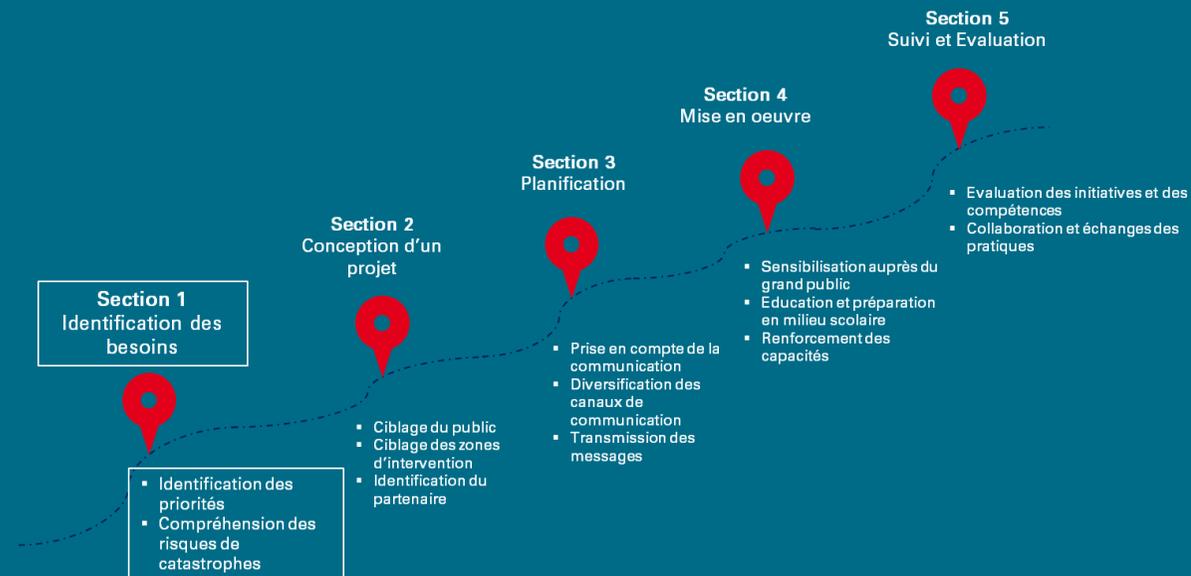
SECTION 1

Identification des besoins

Identification des priorités

Compréhension des risques de catastrophes

Etudes de cas: Mayotte, Vanuatu et Océan Indien





SECTION 1

Identification des priorités



La première étape de la conception d'un projet consiste à **analyser la situation en tenant en compte les forces, intérêts, et contraintes** pour s'assurer que le projet réponde aux besoins des Sociétés nationales et des parties prenantes clés.

Analyse des besoins

Il s'agit de faire une **analyse préliminaire de la situation** pour identifier les besoins en matière de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes.

À cette étape, l'équipe RRC doit réaliser les principales actions suivantes :

- ❑ **Etude du contexte:** connaître l'environnement dans lequel les activités vont être mises en place, et obtenir des informations supplémentaires pour adapter votre stratégie en fonction des considérations futures.
- ❑ **Identification des besoins et des contraintes:** déterminer les besoins du public cible et des partenaires, et les contraintes susceptibles de perturber le déroulement du projet. Il est également nécessaire de faire une évaluation de vos capacités d'intervention et de mise en œuvre, par exemple à l'aide d'une analyse « SWOT » (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces).
- ❑ **Définition des priorités de conception:** les actions de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes seront priorisées ou non en fonction:
 - Des premières données collectées.
 - De l'information technique disponible.
 - De l'expérience de l'équipe RRC et des volontaires.

Les critères de « **durabilité et d'appropriation** » doivent être pris en compte à ce stade.

Déterminer les raisons d'agir

A ce stade, il convient de s'assurer que:

- ❑ Les objectifs de l'intervention s'inscrivent pleinement dans votre mandat.
- ❑ Les activités correspondent à votre capacité institutionnelle.
- ❑ Les ressources disponibles (matérielles, humaines et financières) sont clairement identifiées.
- ❑ La présence d'autres acteurs dans la zone est pleinement intégrée.

Une bonne pratique consiste à **effectuer des concertations afin de solliciter et analyser le point de vue des parties prenantes**. Ceci permet de garantir que le projet est adapté au contexte et qu'il répond aux besoins des acteurs locaux.



Les **sources d'informations** pour cette première analyse de données qualitatives et quantitatives sont:

- ❑ Les **entretiens** avec des acteurs clés, le public cible et/ou les partenaires.
- ❑ La **documentation** (ex. activités similaires, historiques des aléas naturels et climatiques et leurs conséquences, évaluations, etc.).
- ❑ Les **observations terrain**.

Les informations recueillies seront à compléter, au besoin, lors d'études complémentaires comme celles liées à la compréhension des risques de catastrophes.

SECTION 1

Compréhension des risques de catastrophes



Avant la mise en œuvre d'un projet, la compréhension des risques de catastrophes est une phase essentielle pour l'identification des risques potentiels pouvant (i) perturber le déroulement du projet, et (ii) menacer les Etats et les populations.

La compréhension des risques de catastrophes peut se faire à **différentes échelles**: régionale, nationale, sous régionale, locale ou communautaire, et en déployant un **processus participatif et inclusif intégrant une multitude d'acteurs** institutionnels, techniques, scientifiques et groupements communautaires afin d'avoir une vision holistique du contexte.

Cette phase aide à la **formulation de projets et d'actions adaptées** comme la préparation aux catastrophes dans les écoles et les campagnes de sensibilisation auprès du grand public.

Cette compréhension se fait à travers d'études comme par exemple:

- ❑ Études contextuelles et de faisabilité.
- ❑ Études socio-anthropologiques.
- ❑ Études d'impacts des événements naturels passés et à venir.
- ❑ Enquête Connaissances, Attitudes et Pratiques (CAP).
- ❑ Evaluation des risques, de la vulnérabilité et des capacités.



Prise en compte du genre lors des évaluations

- ❑ Former l'équipe RRC et les volontaires sur la RRC sensible au genre et inclusive.
- ❑ Organiser des réunions communautaires pour évaluer les conséquences d'un aléa naturel, les modes de déplacement et les modes de communication des hommes et des femmes.
- ❑ Encourager les différents groupes/individus vulnérables à participer aux enquêtes pour partager leurs bonnes pratiques et identifier des méthodes et des outils pédagogiques adaptés aux différents groupes.
- ❑ Développer du matériel de collecte et d'analyse accessibles aux différents groupes.



SECTION 1

Compréhension des risques de catastrophes



i Evaluation de la vulnérabilité et des capacités améliorée

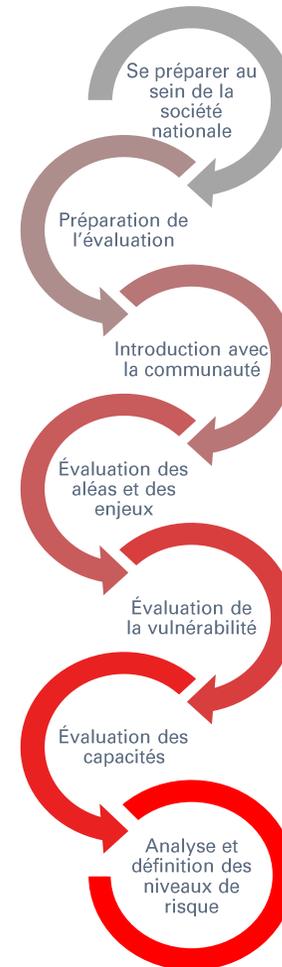
L'évaluation de la vulnérabilité et des capacités améliorée, dite **EVCA**, développée par la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge, permet de faire un diagnostic participatif et multidimensionnel pour comprendre:

- ❑ **Les risques liés aux aléas naturels et climatiques:** compréhension de la nature, des caractéristiques, de l'occurrence et de l'ampleur des événements.
- ❑ **Les vulnérabilités:** identification des disparités en fonction du genre, et des caractéristiques socio-économiques, géographiques, physiques et environnementales.
- ❑ **Les capacités:** identification des moyens, des ressources et des compétences qui peuvent être mobilisables pour développer des pratiques en RRC tout en prenant en compte les lacunes existantes.

Cette évaluation ne se fait pas de façon systématique, cela va dépendre du niveau de connaissances des équipes sur les risques liés aux aléas naturels et climatiques et leurs conséquences dans la zone d'intervention et sur les communautés auprès desquelles intervenir.

L'évaluation a des **avantages** comme (i) la collecte et l'analyse des données précises et contextuelles, (ii) l'implication des institutions et des communautés tout au long du processus, (iii) la complémentarité avec d'autres études sectorielles et académiques, et (iv) des instruments qui sont adaptables selon le contexte (rural ou urbain) et selon les risques cibles (aléas naturel, changement climatique, conflits, etc.). **Par contre** c'est une analyse qui demande de mobiliser une équipe expérimentée et l'investissement des acteurs et des communautés pendant une longue période.

Les 7 étapes clés de l'EVCA



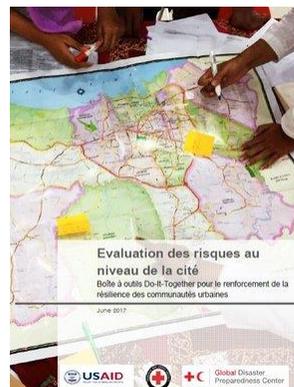
SECTION 1

Etudes de cas

Perception des risques de catastrophes à Mayotte

En 2020, lors du lancement d'un projet RRC à Mayotte, la PIROI a mandaté un bureau d'études ESOL pour la réalisation [d'une étude socio-anthropologique](#). Cette étude a permis aux équipes d'avoir une meilleure connaissance de la perception des risques liés aux aléas naturels de la population mahoraise et de concevoir des actions de sensibilisation.

- Les risques les plus forts ressentis par la majorité des interlocuteurs sont les tremblements de terre et le volcan.
- Perception vécue et perçue (ex. séisme mai 2018): peurs liées à la compréhension « d'où ça vient », à ne pas savoir quoi faire et à un traumatisme d'avoir vécu l'évènement.
- Comportements: incertitude autour des comportements à adopter, manque de confiance dans les messages (ex. se mettre sous la table en cas de séisme, on n'y croit pas) et la peur des vols. Mise en place de mécanismes de prise de décision au sein de la famille autour des hommes aînés, et entraide entre familles et voisins.
- Croyances: croyances religieuses (ex. volonté divine), savoirs populaires, contes et légendes et l'importance des rêves prémonitoires.



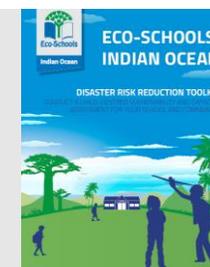
Cartographie des systèmes urbains de Luganville, Vanuatu

La Société de la Croix-Rouge du Vanuatu a organisé une [évaluation des risques](#) à l'échelle municipale, en impliquant la municipalité, les organes de l'administration locale, des organisations de la société civile et des entreprises locales et nationales.

Évaluation des vulnérabilités et des capacités dans les « Eco-Ecoles » de l'océan Indien: Boîte à outils « Eco-RRC »

Le programme régionale d'éducation à la RRC de la PIROI et de la Commission de l'Océan Indien, a pour objectif de réduire les risques à travers l'éducation à la résilience dans les [éco-écoles de l'océan indien](#).

A cette occasion, une boîte à outils en RRC pour mener une évaluation de la vulnérabilité et des capacités dans les écoles et la communauté a été créée. Cette boîte à outils fournit des informations, des outils et des ressources soutenant « l'apprentissage de la prévention des risques et de la résilience », tout en gardant un lien « la gestion des catastrophes en milieu scolaire ». Les informations obtenues à partir des activités éducatives entreprises peuvent informer la planification d'urgence de l'école et vice versa.





SECTION 2



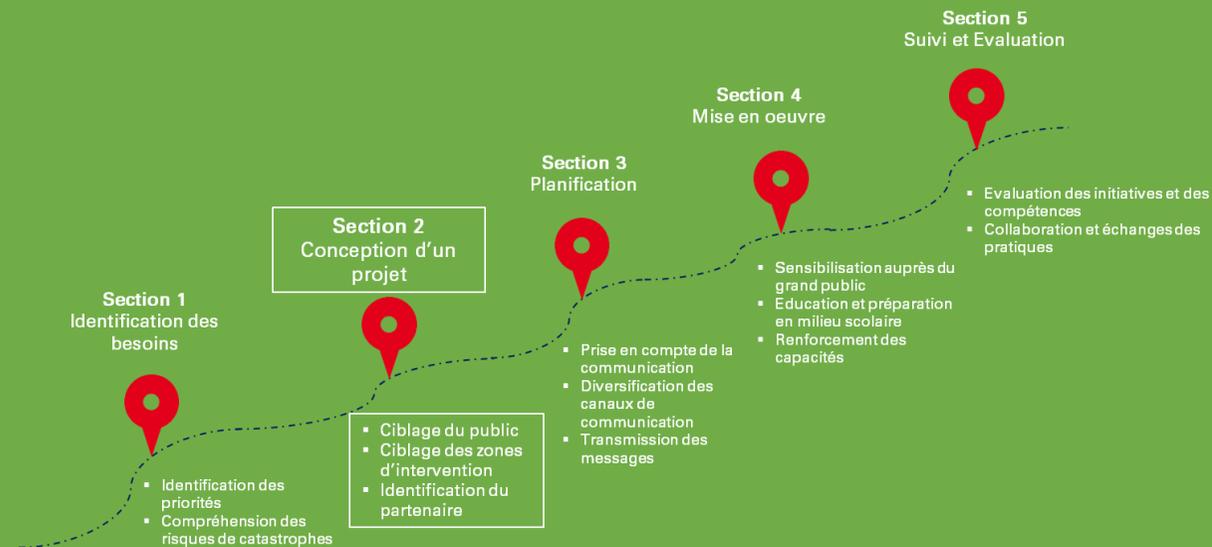
Conception d'un projet

Ciblage du public

Ciblage des zones d'intervention

Sélection du partenaire

Etudes de cas: Madagascar, Mayotte, La Réunion
Union des Comores et Maurice





SECTION 2

Ciblage du public



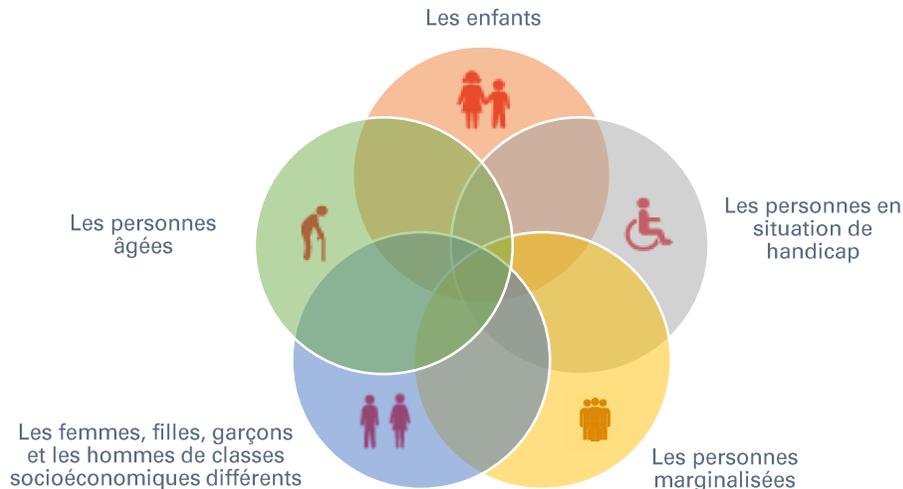
La pertinence d'un projet de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes repose en partie sur le ciblage réalisé. Autrement dit, la prise en compte des **catégories importantes de la population qui sont à risque face aux aléas naturels et climatiques**.

Lors du **séquençage du public cible**, il faut **prendre en compte le genre et l'inclusion**, qui garantissent à toutes personnes de participer et d'être sensibiliser aux risques de catastrophes, tout en prenant en compte leur **diversité culturelle, leurs besoins et leurs droits, quel que soit l'âge, le sexe, l'handicap, l'origine ethnique et/ou le statut socio-économique**.

« Les hommes et les femmes font partie de la même société, ce qui, nous le savons, ne signifie pas pour autant qu'ils disposent des mêmes droits, de la même éducation et des mêmes possibilités, que ce soit dans des conditions « normales » ou lors d'une catastrophe. »

Women Disaster Reduction and Sustainable Development, secrétariat de l'UNDRR

Groupes et individus les plus vulnérables aux risques de catastrophes



Liste non exhaustive de public cible pour la sensibilisation et l'éducation aux risques de catastrophes

<p>Les enfants et les jeunes sont très sensibles aux initiatives de sensibilisation et de changement de comportement. En renforçant leur autonomie tout en prenant en compte leurs points de vue, ils jouent un rôle d'informateurs clés et d'agents de changement.</p> <p>Les enfants et les jeunes</p>	<p>Les adultes sont ciblés davantage lors d'événements de masse, et lors de sensibilisation spécifique dans leur milieu. Les adultes et personnes âgées ont des connaissances historiques et traditionnelles pour anticiper et s'adapter aux récurrences des aléas naturels et climatiques.</p> <p>Les adultes</p>	<p>Ils permettent d'avoir une appréciation précise de la situation et des besoins à adapter avant, pendant et après une catastrophe en fonction des obstacles physiques, de communication, d'environnement et d'attitudes culturelles.</p> <p>Les personnes en situation de handicap</p>
<p>Dès leur plus jeune âge, ils peuvent recevoir un enseignement et apprendre des règles à suivre. Les jeunes ont la capacité à reconnaître et à se préparer à des risques de catastrophes.</p> <p>Les élèves</p>	<p>Les professionnels de l'éducation, notamment les enseignants, sont ciblés pour promouvoir la RRC dans le cursus scolaire et pour faciliter l'adoption des meilleures pratiques par la jeune génération.</p> <p>Les enseignants</p>	<p>Ils ont un rôle clé dans les projets et constituent un public cible à part entière. Les outils de formation notamment en techniques pédagogiques leurs sont dédiés.</p> <p>Les animateurs</p>
<p>Les services étatiques assurent le renforcement des relations avec les Sociétés nationales pour garantir des appuis et des accords pour l'exécution des projets en RRC. Les professionnels sont importants pour la transmission des savoir-faire qui permettent l'appropriation et la réplique des méthodes et des outils de sensibilisation.</p> <p>Acteurs étatiques & professionnels des secteurs d'activités</p>		

SECTION 2

Ciblage des zones d'intervention

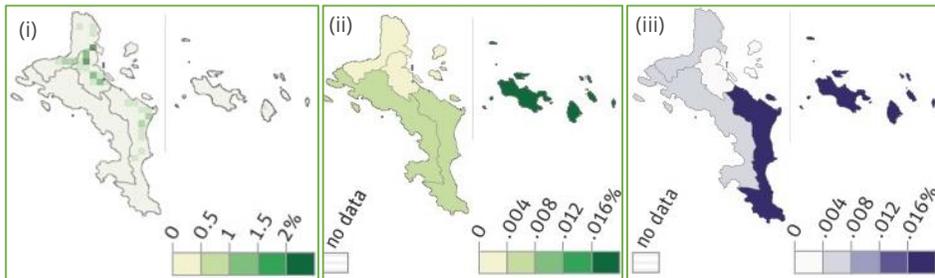


Pour le ciblage des zones d'intervention, il est important de regarder:

- ❑ Les zones les plus exposées aux aléas naturels (d'origine météorologique ou climatique), que ce soit en milieu urbain ou rural en fonction des zones résidentielles.
- ❑ Les zones où il y a le plus de conséquences sur les populations en termes de pertes humaines et sur leurs habitations.
- ❑ Les zones où les infrastructures clés, comme les structures scolaires, peuvent être endommagées.

Zones exposées aux cyclones aux Seychelles

En fonction (i) zones résidentielles, (ii) des pertes sur les résidences et (iii) des pertes sur les infrastructures d'éducation et de santé



Source: Disaster Profile Seychelles – GFDRR 2016

Choix de la période pour communiquer



Il est important de définir le moment opportun pour le diffusion de messages de sensibilisation aux risques de catastrophes.

- ❑ Selon les saisons et les prévisions météorologiques pour favoriser l'attention et la mémoire des populations.
- ❑ Selon « le temps libre » des populations, comme le matin ou le soir pour une diffusion via la radio ou la télévision.

Identification des zones d'intervention

- ❑ **Au niveau national:** des ressources en ligne, comme [PreventionWeb](#) et [ThinkHazard](#), permettent de recueillir des informations sur l'exposition et la vulnérabilité des pays. Les zones prioritaires sont souvent pré-identifiées dans les stratégies nationales en RRC des services étatiques.
- ❑ **Au niveau local:** il existe plusieurs méthodologies permettant de définir précisément quelle zone cibler. Pour être le plus précis possible, ces méthodologies doivent impliquer les volontaires et les individus/groupes clés comme les autorités/municipalités, associations locales, les étudiants, les enseignants, les chefs de villages, les représentants de quartiers, les professionnels, etc.

- **Cartographie** de la zone vulnérable faisant apparaître les aléas naturels (d'origine météorologique ou climatique).
- **Observation terrain et entretiens** avec les autorités et les populations exposées aux risques de catastrophes pour faire un inventaire des populations les plus exposées et les plus vulnérables, et sur les infrastructures existantes et exposées aux risques de catastrophes (écoles, centre urbain, routes, moyens de communication, etc.).
- **Groupes de discussions** avec les autorités locales pour évaluer les capacités d'information aux populations pour les sensibiliser « avant, pendant et après » une catastrophe.





SECTION 2

Identification du partenaire



Le domaine de la RRC nécessite l'intervention d'une multitude d'acteurs, à différentes échelles, afin d'apporter des expertises adaptées pour la planification et l'exécution des activités de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes.

Conception d'un projet

- Identifier les types de partenariat (les services étatiques, les praticiens publics et privés de la RRC et les instituts de recherche, etc.)
- Formaliser l'engagement avec les différents partenaires.
- Mettre en place un comité de pilotage pour des actions conjointes.

Mise en œuvre

- Engager les partenaires lors de la conception des supports et des outils pédagogiques.
- Impliquer les partenaires lors des événements de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes.
- Impliquer les partenaires lors des formations sur leur thématique d'expertise.
- Former les partenaires sur les approches et les outils dans le cadre du projet.

Suivi et évaluation

- Intégrer les partenaires lors du suivi des compétences et l'apprentissage des populations et des professionnels de l'enseignement.



Facteurs contribuant à un partenariat efficace

- Implication des partenaires institutionnels pour faciliter l'intégration de la RRC dans des stratégies nationales en RRC, et dans le cursus scolaire.
- Collaboration avec des partenaires techniques (privés et/ou public), académiques et/ou scientifiques pour bénéficier de leurs expertises complémentaires à celle du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.
- Echanges réguliers (ex. stratégie, retours d'expériences, création d'outils pédagogiques, etc.) pour instaurer un relationnel de confiance et durable sur le long terme.
- Elaboration d'une stratégie de sortie pour l'appropriation des méthodes et des outils par les partenaires institutionnels et opérationnels.

Différents types de partenaires



Cliquer sur le schéma pour avoir plus d'informations sur les partenaires



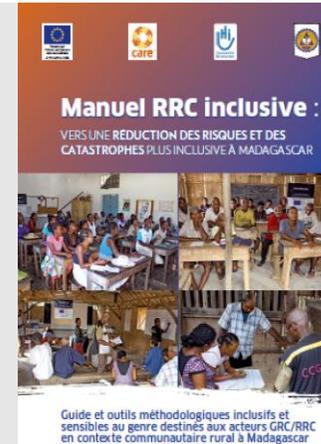
SECTION 2

Etudes de cas – Ciblage du public

Ciblage des communautés via des comités locaux (CLS) à Madagascar

A Madagascar, au sein [des projets RRC menées par CARE et Humanité et Inclusion](#), des comités de ciblage locaux (CLS) sont constitués au niveau des Fokontany (villages).

Ces comités, ainsi que les autorités locales, sont formés sur le ciblage des communautés qui risquent d'être affectées par les catastrophes. Ils ont ainsi un rôle essentiel dans l'identification des communautés vulnérables. D'autre part, les CLS et les autorités locales sont également formés sur la gestion des réponses d'urgence (ex. ciblage, organisation, distribution, suivi-évaluation et gestion de plaintes), et lors de la réponse aux urgences, ils sont garants du ciblage effectué de concert avec les ONG.



Ciblage de secteurs d'activité spécifiques à Mayotte

Une bonne pratique quant au public cible « adulte » consiste à cibler plus spécifiquement des secteurs d'activités professionnelles. A Mayotte, le BRGM et la DEAL ont ainsi développé des [livrets](#) et des guides de bonnes pratiques à destination de toutes personnes concevant un projet de construction dont les professionnels du bâtiment. Ces guides tendent à vulgariser les phénomènes géophysiques. Ils sont bien illustrés et accessibles aux particuliers et professionnels. Le BRGM et la DEAL ont ainsi pour ambition de continuer à travailler vers plus de professionnalisation pour répondre aux enjeux spécifiques de chaque secteur d'activité.





SECTION 2

Etudes de cas – Partenariat

Partenariat entre la PIROI et le Ministère de l'Education nationale à la Réunion

Depuis 2011, la PIROI a un accord-cadre avec le rectorat de La Réunion. Cette collaboration a permis d'instaurer une confiance entre les deux institutions afin de:

- Créer un manuel scolaire sur les aléas naturels et les conduites à tenir adaptés aux élèves de CM1, CM2 et 6^{ème}.
- Former les enseignants sur la RRC et les appuyer avec un manuel pédagogique.
- Animer des séances d'éducation aux risques de catastrophes dans les écoles primaires et des collèges.

A partir de 2020, les enseignants animent directement des séances en RRC au sein de leur matière scolaire, et depuis 2011 plus de 43 685 élèves ont été sensibilisés.

Partenariat entre le Croissant-Rouge comorien (CRCO) et l'Observatoire du volcan

L'observatoire volcanologique du Karthala (OVK) assure la surveillance régulière des activités du volcan et mène des actions pour prévenir la population et les autorités d'éventuelles éruptions volcaniques. La population Comorienne est vulnérable face aux activités volcaniques, et la dernière éruption volcanique a montré le besoin de renforcer la préparation communautaire. C'est dans ce cadre, que l'OVK et le CRCO travaillent en collaboration pour sensibiliser les communautés aux mesures à adopter pour mieux se préparer « avant », faire face « pendant » et se relever « après » une éruption volcanique.

Partenariat entre la Croix-Rouge de Maurice...

Et le Centre national de Gestion de Risques de Catastrophes (NDRRMC)

Le [NDRRMC](#) à Maurice est l'autorité étatique principale pour la gestion et la réduction des risques et la coordination des réponses aux catastrophes. Dans le cadre de la Loi 2016 sur la gestion des risques de catastrophes à Maurice, la Croix-Rouge de Maurice fait partie du conseil national en RRC.

La collaboration entre le NDRRMC et la Croix-Rouge de Maurice a été accentuée depuis la promulgation de la NDRRMC Act en 2016, afin de (i) mener des formations et des séances de sensibilisation sur les risques de catastrophes auprès des communautés, et (ii) coordonner les actions de préparation et de réponses aux urgences.

Et des regroupements de jeunes de la communauté

Les jeunes sont fortement impliqués dans les activités en RRC:

- Se former sur les risques de catastrophes afin de s'engager en tant que volontaires pour animer des sessions de sensibilisation au sein de leur communauté.
- Pour transmettre, de façon informelle, des messages clés auprès de la communauté sur les aléas naturels et les conduites à tenir avant, pendant et après une catastrophe.
- Pour éduquer la jeune génération dans les écoles primaires et secondaires, dans des écoles non-formelles et dans des centres communautaires.



SECTION 3



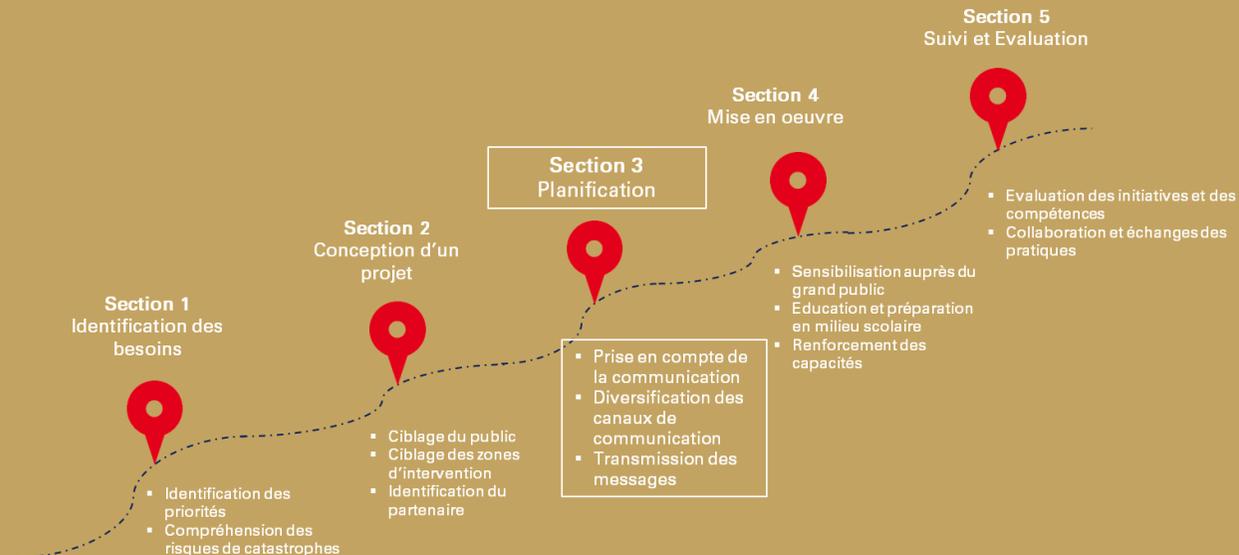
Planification

Prise en compte de la communication

Diversification des canaux de communication

Transmission des messages

Etudes de cas: La Réunion, St Martin et Maurice



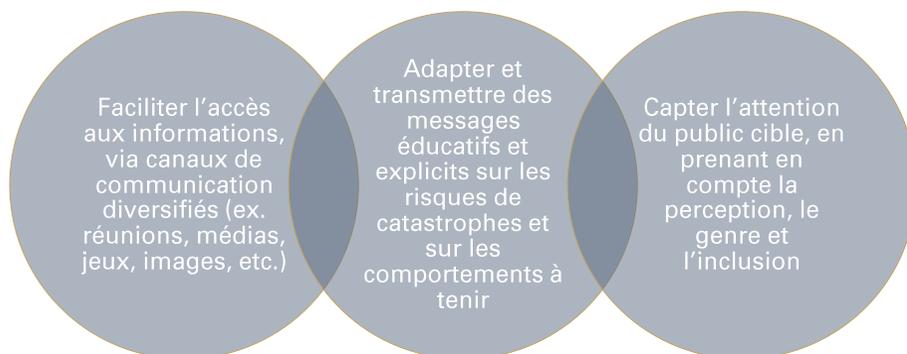
SECTION 3

Prise en compte de la communication



L'existence d'inégalités en termes d'accès à l'écriture et à la lecture contraint les porteurs de projets de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes à prendre en compte les composantes de communication décrites ci-dessous. **La communication joue un rôle dans l'acceptation du risque de catastrophe et dans le changement de comportements** au sein d'un Etat et d'une population.

Composantes pour une bonne communication sur les risques de catastrophes



i Les défis de la communication

- ❑ Faible perception initiale du risque de catastrophes par les populations.
- ❑ Faible réceptivité des messages, liée à la confiance accordée par la population vis-à-vis de la source, des relations avec les pouvoirs publics et à la crédibilité du message.
- ❑ Complexité de vulgariser des « questions techniques » auprès d'un public novice en RRC. Comme l'explication des caractéristiques d'un aléa naturel et climatique, les incertitudes qui lui sont liées et les mesures de protection.
- ❑ Basculement vers des messages alarmistes et/ou communication excessive, provoquant un déni au sein de la population.
- ❑ Difficultés dans le choix des méthodes de communication:
 - Communication de masse pouvant touchée un nombre important de personnes mais avec des limites dans la prise de conscience, l'acceptation et l'implication des individus.
 - Communication personnalisée informant un public cible précis mais ayant moins d'impacts au niveau quantitatifs.
- ❑ Faible pérennisation dans les actions de sensibilisation due à une faible fréquence de communication comme les rappels envers les populations (ex. exercices de simulation).

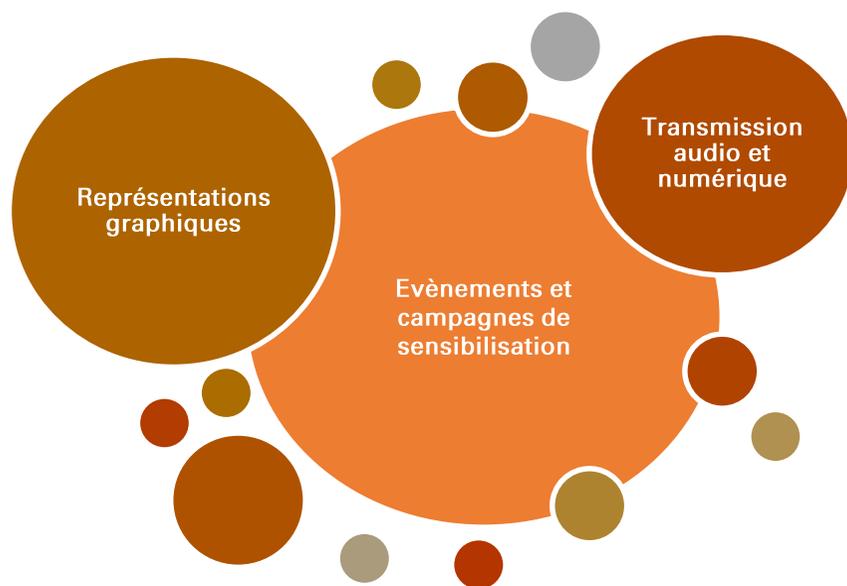




SECTION 3

Diversification des canaux de communication

La communication sur les risques de catastrophes peut se faire via différentes méthodes, dans un but de **faciliter l'accès à l'information par différents publics à travers une transmission multiple**. Il est proposé **3 canaux principaux de communication** principalement utilisés par les Sociétés nationales pour la sensibilisation et l'éducation aux risques de catastrophes.



Evènements et campagnes de sensibilisation auprès du grand public

Moyen de communication le plus commun au sein des Sociétés nationales dans l'océan Indien, pouvant :

- ❑ Mobiliser un grand nombre de personnes de tous âges, de toutes cultures, et de toutes catégories sociales.
- ❑ Organiser des évènements et/ou des campagnes itinérantes ou fixes.
- ❑ Mettre en place des animations lors d'une journée spécifique (ex. journée internationale de prévention des catastrophes le 13 octobre), sur un marché, lors d'une assemblée d'information avec les collectivités, etc.
- ❑ Solliciter la présence de volontaires pour animer des stands avec des supports attractifs, participatifs et ludiques, comme des jeux de plateaux, des jeux de cartes, des brochures, etc.

Prérequis

- ❑ Informer les autorités et la population au préalable sur l'évènement.
- ❑ Adapter les messages et les visuels à tous les publics et tous les âges.
- ❑ Impliquer l'équipe RRC et les volontaires pour l'organisation de la campagne.
- ❑ Disposer de plusieurs outils participatifs pour capter l'attention du public sur une durée déterminée.
- ❑ Choisir des jeux populaires et régulièrement utilisés par la population.
- ❑ Transmettre des messages faciles à saisir par un public novice en RRC.
- ❑ Mobiliser 4 à 6 volontaires pour animer et répondre aux questions.

SECTION 3

Diversification des canaux de communication

Représentations graphiques pour les enfants et les adultes

Canaux de communication visuels adaptés par les Sociétés nationales et ses partenaires pour sensibiliser les enfants et les adultes.

- ❑ Utilisation d'un outil visuel adapté à la culture et la langue du territoire (ex. forme d'habitat, langue locale comme le Chi-mahore à Mayotte, etc.) et prenant en compte l'âge et le cadre de vie de la population.
- ❑ Complémentaire avec une transmission orale, comme lors d'un débat, d'un forum, d'une exposition, ou d'un café-causerie, etc.
- ❑ Association d'écritures, d'images et/ou de couleurs sur des supports spécifiques comme des affiches, bande-dessinées, contes, SMS, etc.



Conte et banderole COVID19 de la PIROI

- ❑ Placement dans des lieux stratégiques selon le type d'outils (ex. lieux de passages pour les affiches comme marché, aéroport, mairie, etc. et lieux de cultures pour les BD et les contes comme les écoles, les médiathèques, etc.)

Prérequis

- ❑ Définir les messages et les visuels par rapport à une tranche d'âge spécifique.
- ❑ S'assurer que les images et les messages soient compréhensibles au premier regard.
- ❑ Définir des messages compréhensibles sans explication préalable.
- ❑ Engager des artistes locaux et la population pour la création des images et des messages adaptés.

Transmission audio et numérique auprès des jeunes

Ce type d'outils se développe de plus en plus au sein des Sociétés nationales, notamment pour cibler les adolescents.

- ❑ Interaction avec un public spécifique (ex. adolescents, jeunes adultes) avec une mise en situation de façon virtuelle et en utilisant des multimédias comme internet, le téléphone mobile, les jeux vidéos et/ou les outils numériques.



Jeu virtuel « InondAction » de la PIROI



[American Red Cross natural disaster apps](#)

- ❑ Prise de conscience grâce à une association de messages très précis à un exemple audio-visuel concret (ex. messages radio, spots TV, reportages, pièce de théâtre, ou films).
- ❑ Transmission et mise en place lors d'un moment précis de la journée.

Prérequis

- ❑ Définir les messages et les visuels selon un public spécifique et un aléa naturel précis.
- ❑ Engager des professionnels spécialisés dans la création d'outils numériques.
- ❑ Avoir une grande vigilance sur le coût de production et de diffusion de ce type d'outils.
- ❑ Etablir une stratégie de communication et d'utilisation de l'outil.
- ❑ Mobiliser des volontaires pour expliquer et accompagner le public pour la compréhension des messages et l'utilisation de l'outil.
- ❑ Vérifier l'usage et l'accès des outils audio-visuel et numérique par le public cible (ex. taux de connectivités dans les petits Etats insulaires de l'Océan Indien: [Digital 2021 – We are Social](#)).



SECTION 3

Transmission des messages



L'équipe en RRC et les volontaires doivent **adapter les outils pédagogiques et les messages** selon:

- ❑ **La période** où se fait la communication sur les risques de catastrophes.
- ❑ **Le contexte local**, en s'inspirant des traditions et des normes culturelles locales. Une bonne pratique consiste à adapter des outils de communication (ex. contes ancestraux) et des représentations (ex. mascottes) déjà connues par les populations pour faire passer des messages et captiver l'attention du public. Les dessins doivent être représentatifs des ressources, des habitats des populations et de l'environnement.
- ❑ **La perception des populations** en fonction de leur statut, leur âge, leur sexe, leur culture et leur croyance locale. Soyez conscient que chaque personne a une vision différente d'un aléa naturel et de la façon dont il va l'affecter « ce qui est une catastrophe pour l'un, peut n'être qu'un simple évènement pour l'autre ».
- ❑ **Le langage utilisé**. Même si des experts sont impliqués dans le projet, le langage technique et/ou scientifique doit être vulgarisé pour faciliter la compréhension par un public novice en RRC. Les outils de sensibilisation doivent être traduits en **langue locale** et/ou celle couramment utilisée par la population pour une meilleure appropriation de ces derniers.

Adaptation des messages et des outils selon les publics cibles

	ADULTES	ADOLESCENTS	ENFANTS
Type de messages	Messages concrets, comme les messages techniques transmis par les services étatiques (ex. messages météorologiques lors d'un cyclone)	Messages précis et ciblés, facile à retenir et à transmettre rapidement (ex. conséquences d'un cyclone sur une habitation)	Messages génériques à travers de la pédagogie (ex. que faire avant une inondation)
Temps pour capter l'attention	Courte durée entre 30 à 45 minutes	Courte durée entre 30 à 45 min. Attention plus interactive que les adultes, notamment à travers les réseaux sociaux et les nouvelles technologies	Longue durée entre 1 à 2 h à condition qu'ils participent activement
Outils les plus adaptés	Affiches, dépliants, spots radio/TV, messages SMS, maquettes, guide, jeu virtuel, etc.	Jeux vidéos et numériques, jeux de rôle (ex. Escape Game), outils visuels (ex. vidéo sur un aléa naturel spécifique pour la mémoire des événements), jeux collaboratifs, bandes dessinées, sketch, etc.	Préférence pour les outils qui stimulent l'imaginaire surtout pour les plus petits. Jeux interactifs et compétitifs (ex. jeux de plateau, cocotte en papier), contes, bandes dessinées, livre scolaire, pièces de théâtre, etc.



Pictogrammes des aléas naturels

Les pictogrammes sont un **moyen de communication adapté aux personnes ayant des difficultés à comprendre le texte écrit** (ex. illettrés, étrangers, populations linguistiquement défavorisées, etc.). Ils peuvent être **complétés par des codes couleur indiquant la gravité**, comme pour le système d'alerte précoce: vert, orange et rouge. De même que **des icônes d'actions peuvent compléter les symboles des aléas**, mais des recherches doivent être faites afin de communiquer clairement par une alerte pictographique. Les pictogrammes doivent être adaptés en fonction des différences culturelles et des expériences locales, car une symbolique universelle ne fonctionne pas nécessairement à l'échelle locale.



Pictogramme complexe d'une inondation: indications sur une action d'évacuation et une heure. Attention le temps et les chiffres sont facile à mal comprendre.



Symbole « Inondation »
Manuel scolaire aux Comores



SECTION 3

Etudes de cas

Marathon Numérique « Volcano Game Jam » à La Réunion

En 2019 et pour la 6^{ème} année, la Cité du Volcan et le Collectif Bouftang ont organisé le « [Volcano Gam Jam](#) » afin d'inviter des professionnels et des amateurs à participer à une compétition pour la création d'un jeu vidéo en 48h.



La Croix-Rouge à St Martin lance un concours de chansons pour promouvoir la sensibilisation aux catastrophes

Grâce au concours de chansons « [Be Ready Be Safe](#) », des chanteurs rappeurs et autres musiciens en herbe peuvent créer une chanson originale pour promouvoir la sensibilisation et de contribuer à minimiser les risques liés aux tremblements de terre et aux ouragans.



La Caravane de Dood à Maurice

Depuis 2017, la Croix-Rouge de Maurice organise durant le mois d'avril une campagne de sensibilisation itinérante « [la caravane de Dood](#) ».

Elle vise à sensibiliser les jeunes et les moins jeunes pour « mieux s'informer, se former et inculquer une culture de risques auprès des mauriciens ». La caravane est un grand évènement qui demande plusieurs mois de préparation, et mobilise une vingtaine de volontaires. Cette campagne mobilise également les partenaires étatiques et privés.





SECTION 4



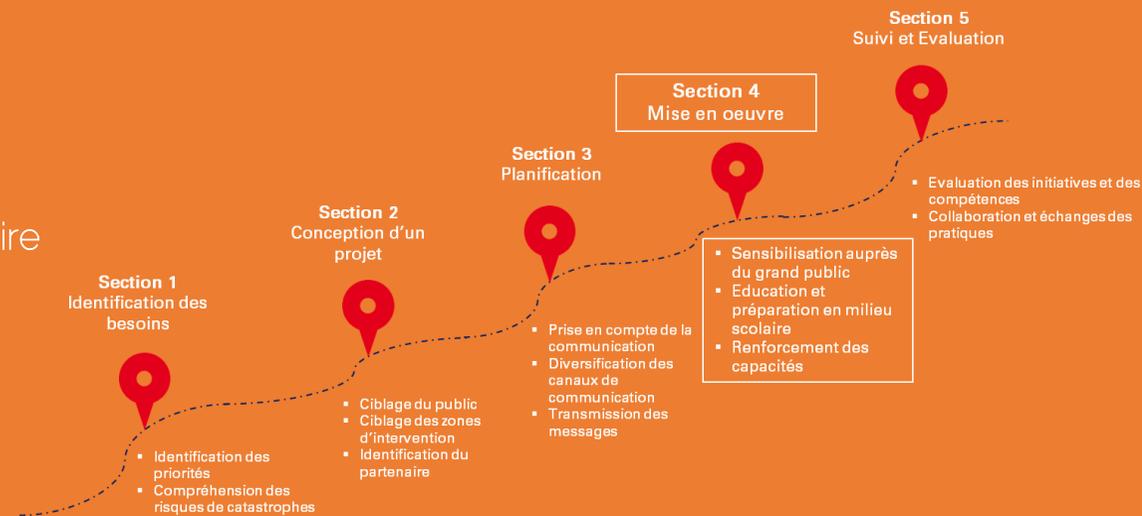
Mise en œuvre

Sensibilisation auprès du grand public

Education et préparation en milieu scolaire et périscolaire

Renforcement des capacités

Etudes de cas: Les Seychelles, Union des Comores, La Réunion, Samoa, Guadeloupe, Mozambique et Tanzanie



SECTION 4

Sensibilisation auprès du grand public



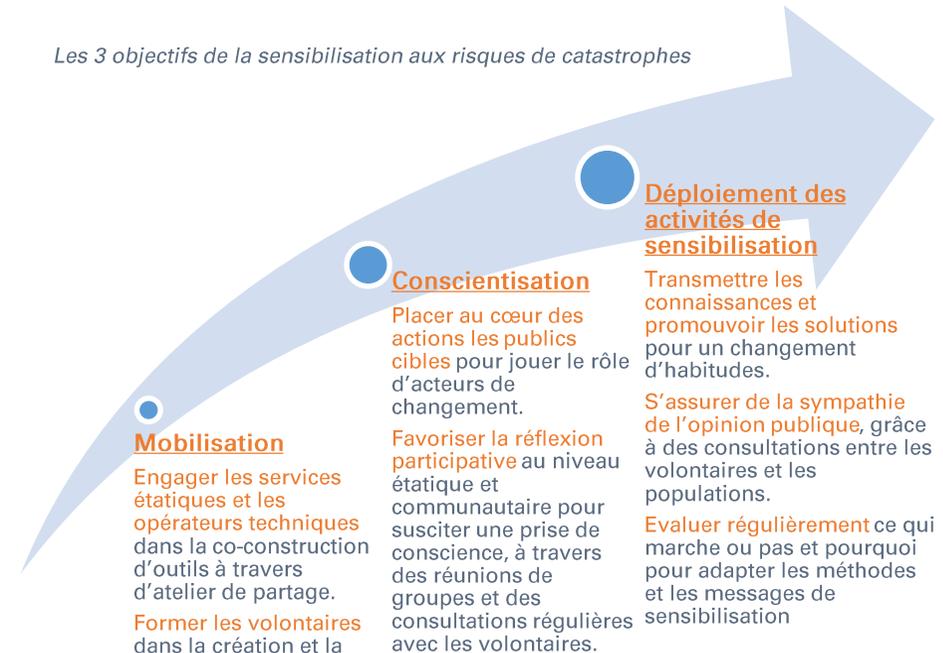
Depuis de nombreuses années, les acteurs en RRC sensibilisent les Etats et les populations sur les risques de catastrophes ayant pour objectifs (i) **d'engager et influencer les décideurs pour le changement auprès des populations**, et (ii) **générer un changement de comportement individuel et/ou collectif** à travers la connaissance sur les aléas naturels et climatiques et la mise en pratique des conduites à tenir en conditions réelles.

Pourquoi sensibiliser les populations aux risques de catastrophes



Comment sensibiliser les populations aux risques de catastrophes

Les 3 objectifs de la sensibilisation aux risques de catastrophes





SECTION 4

Sensibilisation auprès du grand public



Tout ce que vous devez savoir pour
garder votre sang-froid pendant
une crise

Les conséquences d'une catastrophe prouvent la nécessité d'investir davantage dans la réduction des risques de catastrophes, et l'adaptation au changement climatique. Notamment dans la **sensibilisation des populations pour prévenir les impacts sur leur santé, leurs moyens de subsistances et à minimiser les dommages sur leur habitation et leur environnement.**

D'où le **lien entre la sensibilisation et la préparation aux catastrophes**, afin d'encourager et de responsabiliser les élus locaux et la population à mieux se préparer face à des situations d'urgence.



La sensibilisation aux risques de catastrophes

Une porte d'entrée à la **préparation aux catastrophes communautaire**

- Les populations sensibilisées approfondissent leurs connaissances sur les aléas naturels et/ou climatiques et sur les conduites à tenir.
- Les populations locales connaissent les pratiques à faire « avant » une catastrophe, comme la préparation d'un plan familial et d'un **kit d'urgence**.
- Les services étatiques et les experts opérationnels sensibilisés peuvent mieux informer les citoyens sur les risques de catastrophes réels et potentiels, et réaliser leur mission d'information préventive.
- Les services étatiques et les experts opérationnels améliorent les échanges des connaissances et des informations, pour faciliter les prises de décision et les actions rapides à mettre en place au niveau individuel et collectif.



Le projet *Inondation, nout kartié lé paré* de la PIROI à la Réunion

Depuis 2017, ce **projet** vise à sensibiliser les populations les plus exposées aux risques d'inondation afin qu'elles prennent conscience du risque auquel elles sont exposées, de leurs vulnérabilités et qu'elles soient mieux préparées en cas de catastrophe.

Au sein de ce projet, les équipes ont développé **le plan familial de préparation au risque d'inondation**, intégrant différentes actions qu'une famille doit mettre en place pour se préparer au mieux à une inondation : où s'informer, constituer un catakit, préparer son habitation, souscrire à une assurance habitation, les comportements à adopter en cas d'inondation, etc.





SECTION 4

Éducation aux risques de catastrophes en milieu scolaire et périscolaire



L'éducation aux risques de catastrophes permet aux enfants **d'acquérir les connaissances sur les aléas naturels et climatiques, et de savoir adopter les conduites à tenir au moment opportun**. Cela donne aux enfants une confiance pour vivre avec les aléas naturels de façon durable et responsable.

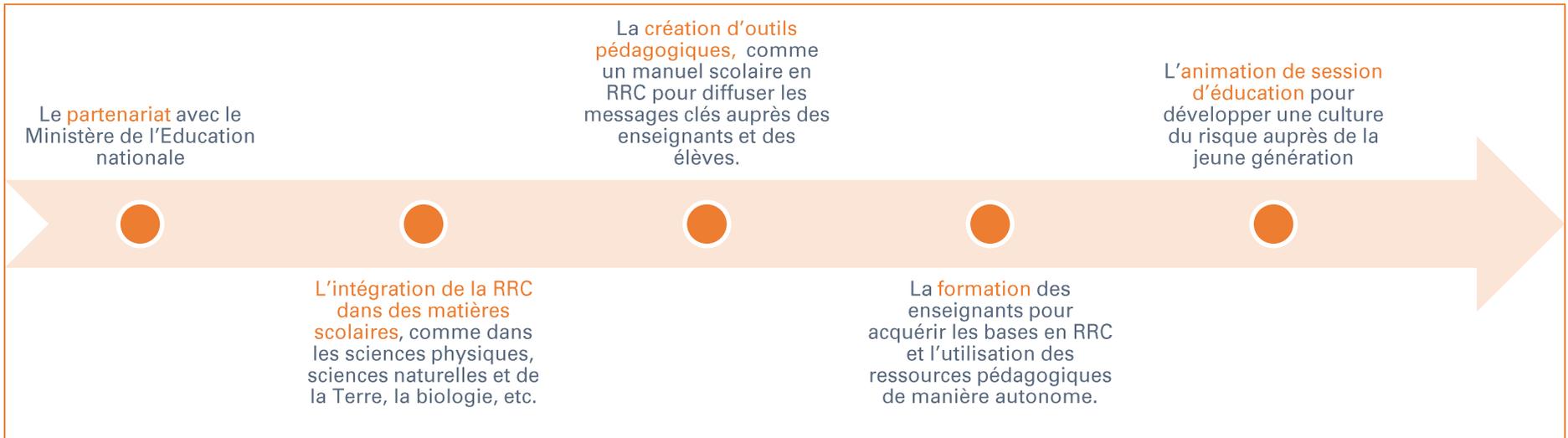
Pour permettre l'acquisition des connaissances, les **outils pédagogiques comme des manuels scolaires et des jeux pédagogiques, doivent s'adresser à la fois aux enseignants et aux élèves**. L'intégration de la RRC dans le cursus scolaire est un gage de durabilité car c'est un excellent moyen pour préparer de façon systématique les générations futures.



Les avantages de l'éducation à la RRC dans les écoles

- Augmentation des connaissances et des compétences vis-à-vis des aléas naturels et climatiques et des comportements à adapter et/ou adopter.
- Plus grande confiance et état mental positif: l'enfant se voit comme un agent du changement.
- Encourage les liens avec les communautés, y compris les parents et les autorités locales, pour véhiculer des messages clés.
- L'éducation aux risques de catastrophes engage à voir au-delà, c'est-à-dire porter les voix des enfants auprès des décideurs et des autorités compétentes pour promouvoir la RRC et l'adaptation au changement climatique en apportant des changements significatifs au sein de la communauté (ex. ne pas mettre une école dans une zone à risque d'inondation).

Étapes pour l'intégration de la RRC dans le système éducatif au niveau primaire, secondaire et universitaire



SECTION 4

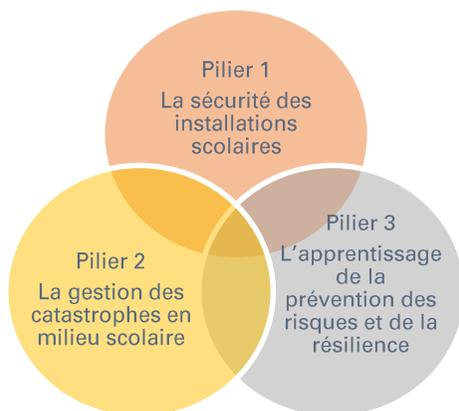
Préparation aux catastrophes dans les écoles



La préparation aux catastrophes dans les écoles fait partie d'un cadre global «**Approche intégrée de la sécurité à l'école**», porté par l'Alliance mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et la résilience dans le secteur de l'éducation (**GADRRRES**).

Pour la préparation aux catastrophes et la réduction des risques dans les écoles, les **Sociétés nationales de la CRCR travaillent sur les trois piliers du cadre global de sécurité scolaire (CSSF)**, tel que défini par l'UNDRR.

Les 3 piliers de l'approche intégrée de la RRC à l'école



Source: La sécurité intégrée dans les écoles, UNDRR

La gestion des catastrophes en milieu scolaire

Ce pilier est le plus important pour planifier et gérer le processus de RRC.

- ❑ **Evaluation et planification:** établir des plans de continuité pour s'assurer que les opérations scolaires se poursuivent au cas où des aléas naturels et climatiques viendraient à perturber l'année scolaire.
- ❑ **Protection physique et sécurité non structurelle:** mettre en place des mécanismes de financement et d'exécution pour l'entretien des infrastructures.
- ❑ **Dispositions d'intervention et compétences:** élaborer des procédures et des pratiques pour gérer les catastrophes et les urgences prévues, et renforcer les compétences du personnel scolaire à la RRC et aux situations d'urgence.
- ❑ **Procédures opérationnelles:** organiser des exercices de simulation de catastrophes à l'école au moins une fois par an, pour chaque aléa naturel prévu, afin de pratiquer et d'améliorer les compétences et les plans, et disposer d'un minimum de 3 à 7 jours de provisions pour les urgences et les catastrophes.



L'Exercice de Simulation (SIMEX)

L'exercice de simulation scolaire est appliqué pour prendre des mesures proactives en vue de se préparer à des situations d'urgence. Pendant ce SIMEX, les autorités locales, le personnel scolaire, les enfants et les parents d'élèves testent:

- ❑ Leur analyse de la situation et la distribution des rôles et responsabilités.
- ❑ La réalisation des tâches et le suivi des consignes prévues dans le plan de préparation, ainsi que l'efficacité des mécanismes de communication.
- ❑ L'accès aux lieux de mise en sûreté et la présence de matériels indispensables (ex. kit sanitaire, eau potable, lampe torche, etc.).

Cet exercice scolaire permet aux enfants et aux adultes d'apprendre et de mettre en pratique les mesures de protection et de renforcer leur confiance dans ces mesures.



SECTION 4

Renforcement des capacités



Tout au long de l'année, il est **primordial de renforcer les capacités et les connaissances des volontaires, enseignants et acteurs locaux** pour leur permettre d'informer les populations sur les risques de catastrophes grâce à des animations grand public et dans le milieu scolaire et périscolaire, et de mettre en place des mesures de préparation aux catastrophes.



Déroulement d'une formation type

Les participants doivent **repartir à la fois avec un bagage théorique et des techniques d'animation**.

Le matériel à disposition des formateurs comprend:

- ❑ Un guide pédagogique et technique d'animateur.
- ❑ Les supports de formation (ex. PPT et vidéo de la formation) intégrant (i) des notions sur les risques de catastrophes, (ii) des mesures à prendre « avant, pendant et après » pour chaque aléas naturels pré-identifiés et (iii) des techniques d'animation.
- ❑ Les tests de connaissances des participants « avant/après » la formation.

La formation doit être **divisée en différentes sessions** afin de donner l'opportunité aux participants d'avoir accès à l'ensemble des modules ou à des sessions spécifiques en fonction de leurs besoins. Dans une optique de constante amélioration, la formation doit toujours faire l'objet d'une **évaluation de satisfaction** de la part des participants.

Pour les formations sur plusieurs jours, la journée débute par un récapitulatif de veille et se termine par un temps de clôture et d'évaluation.

- ❑ Durée des modules: 2h maximum.
- ❑ Nombre de participants idéal: 15 participants.

Au niveau des volontaires, et des partenaires

- ❑ L'amélioration des compétences du réseau **des bénévoles** s'articule entre: (i) **la formation pédagogique obligatoire** et (ii) **la mise en pratique sur le terrain**, ce qui donne confiance aux animateurs pour la transmission de messages.
- ❑ Les Sociétés nationales doivent s'assurer que **les partenaires**, y compris les élus locaux et les professionnels d'éducation, doivent avoir accès:
 - **Un support technique** (ex. livret scolaire) adapté et détaillé pour chaque module de formation.
 - **Des ressources pédagogiques**, comme des outils d'éducation aux risques de catastrophes et des vidéos, pour faciliter les séances d'animation.



Bonnes pratiques pour le renforcement des capacités

- ❑ **Évaluer les besoins** en formation et les capacités des participants au préalable.
- ❑ **Suivre et accompagner la montée en compétences** à travers une évaluation finale de formation, une mise en pratique, et par des sessions de coaching.
- ❑ **Veiller à la régularité des formations** et organiser des formations de recyclage au moins 1 fois/an.
- ❑ **Avoir un plan d'apprentissage** pour assurer le suivi des connaissances en RRC.
- ❑ **Progressivement confier plus de responsabilités** aux volontaires et partenaires sur l'organisation et les animations.
- ❑ **Développer des formations de formateurs** pour déployer la connaissance au niveau local.

SECTION 4

Etudes de cas - Sensibilisation et éducation aux risques de catastrophes



« Disaster challenge game » aux Seychelles

La Croix-Rouge des Seychelles a développé [un jeu ludo-pédagogique](#) pour les petits et grands afin de mieux appréhender les risques liés aux aléas naturels et les bons comportements tout en s'amusant ! Sous forme de jeu de plateau « jeu de l'Oie », les joueurs évoluent en fonction de carte « risque naturel » et de leur réponse pour se préparer en cas de catastrophe. Ce jeu est utilisé en milieu scolaire, et lors d'événements grand public.

Sensibilisation « Lutte contre la Dengue » à la Réunion

La PIROI a mis en place des animations pour les enfants et les adultes pour que ceux-ci reçoivent des informations sur la propagation du virus et de connaître les gestes de prévention. Les [actions de sensibilisation](#) sont mises en place lors d'événements grand public et elles sont animées par des bénévoles de la Croix-Rouge française formés par l'équipe projet, accompagnée de professionnels de l'Agence Régionale de Santé.



Guide pédagogique du maître, Union des Comores

Le gouvernement de l'Union des Comores, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a jugé important d'élaborer un [guide pédagogique pour l'enseignement primaire](#), afin de renforcer l'apprentissage sur les risques de catastrophes chez les enfants, dès leur jeune âge. Une première version du manuel est sortie en 2008. Ce guide pédagogique est destiné aux enseignants du primaire, mais aussi aux conseillers, et aux inspecteurs d'académie. Quand bien même toutes les thématiques ne soient pas au programme scolaire aux Comores, ce guide a pour vocation d'introduire les notions clés et d'encourager un enseignement des aléas naturels principaux :

- Volcan (ex. volcan du Karthala)
- Tremblement de terre
- Mouvement de terrain
- Tsunamis
- Cyclones tropicaux
- Inondations

La thématique du changement climatique est intégrée dans un module supplémentaire.

Contribution d'experts pour le manuel scolaire à la Réunion

Dans le cadre de son projet « *Paré pas Paré* » de prévention et réduction des risques de catastrophes, la CRF a développé un manuel scolaire à destination des élèves, spécifique à La Réunion. Afin d'adapter les messages de sensibilisation pour des élèves de CM1, CM2 et 6^{ème}, des spécialistes des risques majeurs, de la pédagogie et de la psychologie de l'enfant ont travaillé de concert lors d'ateliers pédagogiques. Au final, les informations ont pu être contextualisées aux 7 aléas naturels de La Réunion et par rapport aux tranches d'âges des élèves. De plus, les enseignants ont bénéficié de l'expertise pédagogique pour l'organisation et l'animation des séances d'éducation aux risques de catastrophes.



SECTION 4

Etudes de cas - Renforcement des capacités

La formation « Conduite à tenir en milieu inondé (CATMI) » à La Réunion

Dans le cadre du projet « *Inondation Nout Kartié* », la PIROI a proposé un volet formation [CATMI](#). Cette formation a été élaborée avec des partenaires dont l'organisme de formation Gens de rivières, la cellule de Veille Hydrologique de la DEAL et Météo France. C'est une formation qui s'adresse à tous les acteurs de la gestion des risques de catastrophes dont le personnel communal et intercommunal et les acteurs de sensibilisation. La formation est constituée d'une partie théorique mais également d'une mise en situation réelle et d'une étude de cas



Formation de formateur « gestion des risques de catastrophes » en Tanzanie

Sur l'année 2019, la [Croix-Rouge tanzanienne](#) a formé 60 volontaires à la préparation aux catastrophes. La formation a été conçue comme un apprentissage mixte, utilisant une combinaison de formations en face à face et en ligne, complétées par des exercices de simulations et des exercices pilotes. Les connaissances des volontaires ont été nettement améliorées grâce aux formations sur les plateformes en ligne. D'autant part le plan de transfert de connaissance a permis aux volontaires de bénéficier d'une « formation de formateur » pour pouvoir expliquer les principes clés de gestion des risques de catastrophes aux nouveaux venus.

Afin d'attirer et de retenir les nouveaux volontaires formés, la Croix-Rouge tanzanienne cherche à développer des centres de formation et aider les volontaires à mettre en place des activités alternatives génératrices de revenus pour financer les antennes.



SECTION 5



Suivi et évaluation

Evaluation des initiatives et des compétences

Collaboration et échanges des pratiques

Etudes de cas: La Réunion





SECTION 5

Evaluation des initiatives et des compétences



Une évaluation est un processus analytique axé sur les réalisations, les résultats et les incidences d'un projet. Le processus de suivi et d'évaluation est dans une logique de redevabilité vis-à-vis des publics cibles, des partenaires et dans un but d'apprentissage itératif pour les Sociétés nationales.

Il convient d'utiliser des proxys différents pouvant mesurer des éléments précis à différentes échelles, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Le suivi et l'évaluation des pratiques et des compétences permettent d'adapter les approches et les messages tout en répondant aux besoins émergents.

Au niveau des initiatives

- ❑ **Indicateurs quantitatifs:** collecte des données précises sur les activités (ex. nombre de sessions, nombre de personnes et d'élèves sensibilisés, nombre de visiteurs lors d'un événement grand-public ou nombre de participants à une formation).
- ❑ **Indicateurs qualitatifs:** appréciation de la qualité des interventions et des messages (ex. questionnaires de satisfaction).
- ❑ **Rapports d'activités:** description du déroulement des activités de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes et des formations.
- ❑ **Enquêtes de suivi et d'évaluation en début, mi et fin de projet:** mesure de la pertinence, la qualité et l'impact des activités de façon interne ou avec le support de professionnels de l'évaluation pour assurer une impartialité dans le jugement (ex. enquête des connaissances, attitudes et pratiques).

Au niveau des équipes RRC, volontaires et enseignants

- ❑ **Base de données:** suivi des formations et des besoins des animateurs.
- ❑ **Stratégie standardisée pour les formations de recyclage:** identification des sujets, temps de formation, etc.
- ❑ **Programme d'apprentissage:** indications de plusieurs niveaux par thématiques et délégation progressive de responsabilités.
- ❑ **Sessions d'échanges** comme les groupes de discussion, et les sessions de debriefing individuel ou en groupes.
- ❑ **Auto-évaluation sur les compétences clés acquises:** mesure des connaissances acquises et du niveau de confiance pour transmettre les informations clés.
- ❑ **Tests de connaissances** avant et après les formations.

Au niveau des populations

- ❑ **Base de données:** suivi et mesure de l'évolution des connaissances du public cible tout au long du projet.
- ❑ **Enquêtes d'évaluation des besoins et des lacunes du public cible** pour adapter les outils et les messages de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes (ex. groupes de discussion communautaire, entretiens avec les autorités locales, questionnaire en ligne, etc.).
- ❑ **Questionnaires d'évaluation pré et post connaissances:** collecte des connaissances du public cible avant et après une séance de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes.



SECTION 5

Collaboration et échanges des pratiques

Les bénéfices d'un système de collaboration en matière de RRC

Les systèmes de collaboration nationaux, régionaux et internationaux permettent de:

- ❑ Favoriser les synergies positives et mutualiser les connaissances et les expertises grâce aux échanges d'expériences et la mise en réseau entre les Sociétés nationales, les partenaires et les acteurs en RRC, pour améliorer les pratiques et les informations à transmettre (ex. participation des services météorologiques dans les messages liés aux cyclones et tempêtes).
- ❑ Encourager les échanges stratégiques et techniques entre les Sociétés nationales, et avec les Etats et les acteurs clés en RRC dans la région d'intervention.
- ❑ Développer et coordonner des projets et des outils pédagogiques en sensibilisation et éducation aux risques de catastrophes.
- ❑ Planifier et organiser des formations spécifiques, comme des formations sur le genre et l'inclusion en RRC, pour améliorer les compétences techniques au sein de la région d'intervention.
- ❑ Mobiliser des financements en RRC notamment dans la préparation aux catastrophes, l'information sur les risques de catastrophes, et la préparation aux catastrophes dans les écoles.
- ❑ Déployer des actions de plaidoyer auprès des services étatiques et des bailleurs de fonds pour une meilleure prise en compte de la sensibilisation et l'éducation aux risques de catastrophes dans les politiques nationales et internationales.



Les moyens d'une collaboration efficace

Les outils de collaboration et échanges de pratiques intègrent:

- ❑ Les ateliers de leçons apprises rassemblant tous les projets visant à la sensibilisation et l'éducation à la RRC au niveau d'un pays et/ou d'une région opérationnelle.
- ❑ Les séminaires thématiques avec l'ensemble des acteurs impliqués en RRC pour tirer les leçons d'apprentissage et identifier les points forts et les lacunes permettant d'adapter l'approche RRC.
- ❑ Les ateliers de coordination stratégique afin d'échanger sur les activités de sensibilisation et d'éducation aux risques de catastrophes et d'élargir les perspectives de collaboration.
- ❑ Les visites et les voyages d'études pour échanger les mauvaises et bonnes pratiques, et avoir des retours d'expériences avec d'autres Sociétés nationales et organisations.
- ❑ Les séances de coaching entre « pairs » pour faciliter les échanges et harmoniser les approches en RRC entre deux Sociétés nationales.
- ❑ Les ateliers de formation pour former les Sociétés nationales, les Etats, les partenaires et les acteurs en RRC sur les méthodes et les outils pédagogiques développés.



Indian Ocean Tsunami Information Center (IOTWS)

Ce centre coordonne, avec les Etats membres de la [Commission de l'Océan Indien](#), la mise en place du système d'alerte rapide aux tsunamis (à proximité des zones côtières) basé sur l'océan dans le cadre d'une stratégie globale de réduction des catastrophes multirisques. Par exemple, ce centre permet aux Etats d'améliorer la préparation aux tsunamis et la sensibilisation des communautés côtières grâce à des exercices de simulation Tsunami « [IO Wave](#) ».



SECTION 5

Etudes de cas

Création du PIROI Center

La PIROI a développé [un centre régional d'expertise, de formation et d'innovation](#), dédié à la gestion des risques de catastrophes et au changement climatique. Ce centre régional d'expertise contribue au renforcement des capacités de la PIROI et de ses partenaires à former des spécialistes sur la prévention et de la gestion des risques de catastrophes. Pour l'instant, la majorité des formations sont organisées à La Réunion afin de s'appuyer sur l'expertise de la PIROI et de ses partenaires. A termes ces formations seront aussi proposées dans les autres Etats membres de la zone Océan Indien.

Collaboration avec l'Université de la Réunion: Master Risques et Environnement

Depuis 2020, un [Master Risques et Environnement](#) est ouvert aux individus dans l'océan Indien pour améliorer leurs connaissances sur la gestion des risques de catastrophes à travers une formation initiale ou en formation continue. Cette formation est accessible à tout titulaire d'une licence en Géographie ou Sciences et Technologies.



MASTER RISQUES ET
ENVIRONNEMENT



Introduction

Sections

Section 1
Identification des besoins

Section 2
Conception d'un projet

Section 3
Planification

Section 4
Mise en œuvre

Section 5
Suivi et évaluation

Glossaire

Annexes

Références

GLOSSAIRE



Glossaire

Adaptation au changement climatique	L'adaptation est une démarche d'ajustement des systèmes naturels ou humains à des stimuli climatiques effectifs ou prévus ou à leurs effets, en vue d'en atténuer les inconvénients ou d'en exploiter les avantages (GIEC)	Education	Formation de quelqu'un dans tel ou tel domaine d'activité ; ensemble des connaissances intellectuelles, culturelles, morales acquises dans ce domaine par quelqu'un, par un groupe (Larousse)
Aléa	Processus, phénomène ou activité humaine pouvant faire des morts ou des blessés ou avoir d'autres effets sur la santé, ainsi qu'à entraîner des dégâts matériels, des perturbations socio économiques ou une dégradation de l'environnement (UNDRR)	Education inclusive	Un processus qui vise à accroître la participation et réduire l'exclusion en répondant efficacement aux différents besoins de tous les apprenants. Elle prend en compte les besoins individuels en matière d'enseignement et d'apprentissage de tous les enfants et jeunes gens en situation de marginalisation et de vulnérabilité (Handicap International)
Aléa naturel	Essentiellement associés à des processus et phénomènes naturels (UNDRR)	Exposition	Situation des personnes, infrastructures, logements, capacités de production et autres actifs tangibles situés dans des zones à risque (UNDRR)
Atténuation	La réduction ou la limitation des conséquences négatives d'un événement dangereux (UNDRR)	Genre	Le mot "genre" sert à évoquer les rôles qui sont déterminés socialement, les comportements, les activités et les attributs qu'une société considère comme appropriés pour les hommes et les femmes (OMS)
Capacité	Ensemble des forces, moyens et ressources disponibles au sein d'une organisation, d'une collectivité ou d'une société pour gérer et réduire les risques de catastrophe et renforcer la résilience (UNDRR)	Gestion des risques de catastrophes	La gestion des risques de catastrophe renvoie à la mise en œuvre de politiques et stratégies de réduction des risques visant à empêcher l'apparition de nouveaux risques, à réduire ceux qui existent et à gérer le risque résiduel afin de renforcer la résilience et de limiter les pertes dues aux catastrophes (UNDRR)
Catastrophe	Perturbation grave du fonctionnement d'une communauté ou d'une société à n'importe quel niveau par suite d'événements dangereux, dont les répercussions dépendent des conditions d'exposition, de la vulnérabilité et des capacités de la communauté ou de la société concernée, et qui peuvent provoquer des pertes humaines ou matérielles ou avoir des conséquences sur les plans économique ou environnemental (UNDRR)	Préparation	Les connaissances et capacités développées par les gouvernements, les organisations spécialisées dans l'intervention et le redressement, les communautés et les personnes afin de prendre les mesures de prévention, d'intervention et de redressement qui s'imposent face aux conséquences de catastrophes probables, imminentes ou en cours (UNDRR)
Changement climatique	Désigne l'ensemble des variations des caractéristiques climatiques en un endroit donné, au cours du temps : réchauffement ou refroidissement (GIEC)	Prévention	Les activités et mesures permettant de prévenir de nouvelles catastrophes et de réduire les risques existants (UNDRR)
Communauté	Ensemble de personnes unies par des liens d'intérêts, des habitudes communes, des opinions ou des caractères communs (Larousse)		



Glossaire

Reconstruction	Le rétablissement et la rénovation durable à moyen et long termes des infrastructures essentielles, des services, des logements, des installations et des moyens de subsistance indispensables au bon fonctionnement d'une communauté ou d'une société touchée par une catastrophe, dans le respect des principes de développement durable et en veillant à améliorer leur résilience et à « reconstruire en mieux » afin de prévenir ou de réduire les futurs risques de catastrophe (UNDRR)	Risque de catastrophes	Le risque de pertes en vies humaines, de blessures, de destruction ou de dégâts matériels pour un système, une société ou une communauté au cours d'une période donnée, dont la probabilité est déterminée en fonction du danger, de l'exposition, de la vulnérabilité et des capacités existantes (UNDRR)
Réduction des risques de catastrophes	La réduction des risques de catastrophe vise à empêcher l'apparition de nouveaux risques, à réduire ceux qui existent déjà et à gérer les risques résiduels pour renforcer la résilience et, partant, contribuer à la réalisation du développement durable (UNDRR)	Risque sanitaire	Risque immédiat ou à long terme représentant une menace directe pour la santé des populations nécessitant une réponse adaptée du système de santé. Parmi ces risques, on recense notamment les risques infectieux pouvant entraîner une contamination de la population (Ebola, pandémie grippale...) (OMS)
Réponse	La mise en place de services d'urgence et d'une assistance publique pendant ou immédiatement après une catastrophe afin de sauver des vies, de réduire les effets sur la santé, d'assurer la sécurité publique et de répondre aux besoins fondamentaux de subsistance des personnes touchées (UNDRR)	Sensibilisation	Étendue des connaissances communes sur les risques de catastrophe, sur les facteurs qui conduisent à des catastrophes et sur les actions qui peuvent être prises individuellement et collectivement pour réduire l'exposition et la vulnérabilité aux dangers (UNDRR)
Résilience	La résilience s'entend de la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société exposés à des aléas de résister à leurs effets, de les résorber, de s'y adapter, de se transformer en conséquence et de s'en relever rapidement et efficacement, notamment en préservant et en rétablissant les structures et fonctions essentielles au moyen de la gestion des risques (UNDRR)	Vulnérabilité	Condition provoquée par des facteurs ou processus physiques, sociaux, économiques et environnementaux qui ont pour effet de rendre les personnes, les communautés, les biens matériels ou les systèmes plus sensibles aux aléas (UNDRR)
Risque	Combinaison de la probabilité d'un événement et de ses conséquences négatives (UNDRR) La notion de « risque naturel » recouvre l'ensemble des menaces que certains phénomènes et aléas naturels font peser sur des populations, des ouvrages et des équipements (Ministère de la Transition écologique et solidaire français)		



ANNEXES



Annexe 1 : Classification générale des aléas naturels

Catégorie d'aléa (source: Em-DAT)	Type d'aléa	Sous-groupe d'aléa
Phénomène géophysique « Aléa d'origine terrestre solide »	Tremblement de terre	Mouvement du sol Tsunami
	Mouvement de masse (sec)	Chute de pierres Glissement de terrain
	Activité volcanique	Chute de cendres Coulée pyroclastique Coulée de lave
Phénomène météorologique « Aléa causé par des conditions météorologiques et atmosphériques extrêmes de courte durée, à l'échelle micro ou méso, qui durent de quelques minutes à quelques jours »	Température extrême	Vague de froid Vague de chaleur Conditions hivernales sévères
	Tempête	Tempête extratropicale Tempête tropicale (ex. cyclone, ouragan ou typhon) Tempête convective (ex. grêle, foudre/orage, tornade, tempête de sable/poussière, etc.)
Phénomène hydrologique « Aléa causé par l'apparition, le mouvement et la distribution d'eau douce et d'eau salée en surface et sous la surface »	Inondation	Inondation côtière et submersion marine Inondation fluviale Crue éclair
	Glissement de terrain	Avalanche (neige, débris, coulée de boue, chute de pierres)
	Action des vagues	
Phénomène climatologique « Aléa causé par des processus atmosphériques à longue durée de vie, de méso- à macro-échelle, allant de la variabilité climatique intra saisonnière à pluri décennale »	Sécheresse	
	Débordement de lacs glaciaires	
	Feu de forêt	Feu de terre : broussailles, pâturages
Phénomène biologique « Aléa causé par l'exposition à des organismes vivants et à leurs substances toxiques (par exemple, venin, moisissure) ou à des maladies vectorielles qu'ils peuvent véhiculer »	Épidémie	Maladie virale Maladie bactérienne Maladie parasitaire Maladie fongique
	Invasion d'insectes	Sauterelle Criquet pèlerin



Annexe 2 : Qu'est- ce qu'un(e)...

Voici des définitions des aléas naturels (d'origine météorologique ou climatique) les plus fréquents dans les PEIDs

❑ Cyclone



Un cyclone se caractérise par des pluies diluviennes et des vents très violents, qui peuvent atteindre 350 km/h. Provoqués par une chute importante de la pression atmosphérique, les cyclones, phénomène des régions tropicales, sont des tourbillons de grande échelle. Compte tenu de leur force, de leur étendue, et des zones où ils se produisent, les cyclones ont des conséquences dévastatrices sur les populations et les infrastructures.

❑ Tempêtes



On parle de tempête lorsqu'une perturbation atmosphérique (ou dépression) génère des vents dépassent 89 km/h (soit 48 nœuds - degré 10 de l'échelle de Beaufort). Ces vents violents s'accompagnent de fortes précipitations et parfois d'orages. Les tempêtes peuvent avoir un impact considérable aussi bien pour les personnes que pour leurs activités ou leur environnement.

❑ Inondation



L'inondation est une submersion temporaire, par l'eau, de terres qui ne sont pas submergées en temps normal, quelle qu'en soit l'origine. L'expression recouvre les inondations dues aux crues des rivières, des torrents de montagne et des cours d'eau, aux remontées de nappe, aux ruissellements urbains et agricoles ainsi que les submersions marines au-delà des limites du rivage de la mer.

Certaines inondations sont liées à des phénomènes récurrents chaque année comme la mousson, d'autres à des circonstances météorologiques particulières, comme les cyclones ou les orages violents. Elles peuvent également être dues à l'effet simultané de plusieurs phénomènes : c'est souvent le cas des submersions marines provoquées par la combinaison d'une forte houle, de coefficients de marée élevés et parfois même d'une onde de tempête et d'une crue.

❑ Mouvement de terrain



Un mouvement de terrain est un déplacement, plus ou moins brutal, du sol ou du sous-sol. Selon la vitesse de déplacement, on peut distinguer :

- Les mouvements lents, qui entraînent une déformation progressive des terrains, pas toujours perceptible par l'humain. Ils regroupent principalement les affaissements, les tassements, les glissements, le retrait-gonflement. Ils peuvent être précurseurs d'un mouvement rapide.
- Les mouvements rapides, qui se propagent de manière brutale et soudaine. Ils regroupent les effondrements, les chutes de pierres et de blocs, les éboulements, les coulées boueuses et les laves torrentielles

Les mouvements de terrain, qu'ils soient lents ou rapides, peuvent entraîner un remodelage des paysages. Celui-ci peut se traduire par la destruction de zones boisées, la déstabilisation de versants ou la réorganisation de cours d'eau.

❑ Séisme



Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante. Cette rupture s'accompagne d'une libération soudaine d'une grande quantité d'énergie et se traduit en surface par des vibrations plus ou moins importantes du sol. Les vibrations du sol peuvent induire des mouvements de terrain ou la liquéfaction des sols et provoquer également des tsunamis si leur origine est sous-marine.

❑ Feu de forêt



On parle d'incendie de forêt lorsque le feu concerne une surface minimale de 0,5 hectare d'un seul tenant, et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés (parties hautes) est détruite. Un feu de forêt peut être d'origine naturelle (dû à la foudre ou à une éruption volcanique) ou humaine : soit de manière intentionnelle, soit de manière accidentelle (barbecue, mégot de cigarette, feu d'écobuage mal contrôlé, travaux...). Il peut également être provoqué par des infrastructures (ligne de transport d'énergie, dépôt d'ordure, ligne de chemin de fer, etc.).

Source: [Prévention des risques majeurs](#)



❑ Eruption volcanique



Un volcan est un relief terrestre ou sous-marin formé par l'éjection et l'empilement de matériaux issus de la montée d'un magma sous forme de lave et de tephras tels que les cendres. On distingue deux types d'éruptions : explosives ou effusives qui toutes deux occasionnent de nombreuses manifestations en surface :

- Les retombées de cendres et de ponces. Lors d'éruptions explosives, les tephras sont projetés dans l'atmosphère. Les bombes retombent à proximité du volcan, tandis que les cendres peuvent être dispersées très loin du point d'émission. Aux abords du volcan, les couches de cendres déposées peuvent atteindre plusieurs mètres d'épaisseur.
- Les nuées ardentes. Ce sont des émissions brutales et dirigées d'un mélange constitué de gaz brûlants transportant des roches à plus de 800 °C, les tephras, typiques d'un volcanisme explosif.
- Les coulées de lave. Leur température moyenne est de 1 000 °C. Elles sont caractéristiques des éruptions effusives.
- Les émanations de gaz. Elles se produisent aussi bien au cours d'une éruption explosive, qu'au cours d'une éruption effusive. Différents types de gaz peuvent être libérés, avec des effets potentiellement dangereux pour l'homme (par ex. : fluorites, dioxyde de carbone, sulfure d'hydrogène).

❑ Tsunami



Le terme tsunami est un mot japonais composé de tsu, "port", "gué", et de nami, "vague" il signifie littéralement "vague portuaire".

Le tsunami se manifeste par une série de vagues pouvant atteindre plusieurs dizaines de mètres de haut. La plus grosse vague est rarement la première, mais plutôt l'une des vagues suivantes qui, outre sa propre énergie potentielle, récupère l'énergie d'une vague qui s'est déjà brisée et retourne vers la mer. L'espacement dans le temps (entre 20 et 40 minutes) de ces vagues les rend particulièrement dangereuses car les populations qui ont échappé à la première vague pensent souvent que la catastrophe est terminée et se rendent près des rivages pour constater les dégâts et porter secours. Contrairement aux vagues de tempêtes, les tsunamis déplacent d'importants volumes d'eau. Ce déplacement est particulièrement destructeur une fois qu'il touche la côte car il véhicule de nombreux débris (mobilier, morceaux de bâtiments, voitures, etc.).

❑ Sécheresse



Les périodes de sécheresse peuvent résulter d'un manque d'eau plus ou moins long mais suffisant pour que les sols, la flore et la faune en soient affectés.

On distingue trois types de sécheresse suivant les situations :

- La sécheresse météorologique ou atmosphérique qui est liée à la pénurie de précipitations sur une période donnée
- La sécheresse agricole qui est fonction du taux d'humidité du sol à un mètre de profondeur. Cette sécheresse dépend des précipitations, mais aussi de la nature du sol, des pratiques culturales et du type de plante
- La sécheresse hydrologique qui se produit quand les réserves en eau des sols (aquifères) et les cours d'eau tombent en dessous de la moyenne. Cela peut être dû à une sécheresse météorologique particulièrement longue et intense, mais aussi à une surexploitation des ressources en eau.

❑ Épidémie



C'est une augmentation du nombre de cas d'une maladie normalement enregistré dans une communauté, dans une zone géographique ou pendant une saison donnée. Une flambée peut se produire dans une zone restreinte ou s'étendre à plusieurs pays. Elle peut durer quelques jours ou quelques semaines, voire plusieurs années (OMS).

❑ Variation de température: canicule ou vague de froid



La canicule est définie comme un niveau de très fortes chaleurs le jour et la nuit pendant au moins trois jours consécutifs. La définition de la canicule repose donc sur deux paramètres : la chaleur et la durée.

Grand froid: C'est un épisode de temps froid caractérisé par sa persistance, son intensité et son étendue géographique. L'épisode dure au moins deux jours. Les températures atteignent des valeurs nettement inférieures aux normales saisonnières de la région concernée. Le grand froid, comme la canicule, constitue un danger pour la santé de tous.

Source: [Prévention des risques majeurs](#)



Annexe 3 : Différents types de partenaires

Type de partenariat	Rôle	Exemple dans le contexte de l'Océan Indien	Références
Les volontaires	Les volontaires sont au cœur de toutes les actions pour porter assistance et guider les populations vulnérables et dans le besoin.	Après avoir reçu les formations adaptées « animation et RRC », les volontaires interviennent activement dans les animations de sensibilisation aux risques de catastrophes auprès du grand public et lors des sessions d'éducation dans le milieu scolaire et périscolaire, comme la lecture du conte «lle aux mille dangers » dans les médiathèques.	« Les volontaires de la Croix Rouge » https://international-review.icrc.org/sites/default/files/S0035336100149275a.pdf
Les Sociétés nationales (SN) du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	Les SN sont actives dans les domaines du secourisme, de la santé, de la promotion des principes et valeurs humanitaires, du renforcement des capacités, de la gestion des risques de catastrophes, de l'évaluation de la vulnérabilité et des capacités au niveau communautaire.	Les SN dans l'océan indien comprennent le Croissant-Rouge comorien, la Croix Rouge malgache, la Croix-Rouge de Maurice, la Croix-Rouge du Mozambique, la Croix-Rouge des Seychelles, et la Croix-Rouge tanzanienne. <ul style="list-style-type: none"> - Projets de renforcement de la résilience des populations et des élèves des écoles primaires (Mayotte, Comores, Maurice et Seychelles) : sensibilisation de la population, et éducation dans les classes de CM1 et CM2. - Projets de renforcement des capacités des communautés à travers de la sensibilisation et de la préparation aux catastrophes au Mozambique, et en Tanzanie. - Projet « RRC Urbain » & éducation dans les écoles sur le risque d'inondation à Madagascar. 	www.facebook.com/Croissant-Rouge-Comorien , https://www.croixrougemalagasasy.mg/ , http://redcrossmauritius.org/ , http://www.redcross.org.mz/ , http://www.redcrossseychelles.sc/ , www.trcs.or.tz/
La Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)	La fédération coordonne et dirige des opérations internationales de secours lors de catastrophes naturelles et dans le cadre de catastrophes d'origine humaine non liées à des situations de conflit. Elle assure le renforcement des capacités des Sociétés nationales.	Bureau régional à Nairobi: intervention dans les domaines de la diplomatie humanitaire, santé, eau et assainissement, gestion des risques de catastrophes, sécurité alimentaire. <ul style="list-style-type: none"> - Développement des Sociétés nationales - Amélioration de l'efficacité de la réponse d'urgence - Coordination de la représentation du Mouvement - Développement des programmes de communication et redevabilité et programmes pour la gestion des migrations 	https://media.ifrc.org/ifrc
Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	Le CICR est une institution indépendante et neutre qui fournit protection et assistance aux victimes de conflits armés et d'autres situations de violence. Il apporte une aide humanitaire dans les situations d'urgence, et s'emploie également à promouvoir le respect du droit international humanitaire et son intégration dans les législations nationales.	Les activités principales de la délégation régionale du CICR à Antananarivo sont les visites aux personnes privées de liberté, la coopération avec les Sociétés nationales et la promotion du droit international humanitaire. Au Mozambique, le CICR intervient au Nord du pays affaibli par un conflit et une crise humanitaire, et exposé aux risques de catastrophes comme les cyclones et les épidémies (ex. COVID19).	https://www.icrc.org/fr/ou-nous-intervenons/africa/madagascar https://www.icrc.org/fr/ou-nous-intervenons/africa/mozambique



Annexe 3 : Différents types de partenaires

Type de partenariat	Rôle	Exemple dans le contexte de l'Océan Indien	Références
Les plateformes RRC nationales et/ou régionales	<p>A travers des consultations nationales et/ou régionales, les plateformes en RRC favorise:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'engagement et la collaboration entre des multiples intervenants - Les connaissances et compétences relatives à la réduction du risque de catastrophes - Le plaidoyer pour la RRC - L'échange des idées, des conseils et des bonnes pratiques - La prise de décision pour la prévention, la préparation et l'atténuation - La coordination pour l'intégration de la RRC dans le processus de développement 	<p><u>La Plateforme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien - Croix-Rouge (PIROI)</u> Quatre axes de travail sont privilégiés : (1) développement d'outils de sensibilisation adaptés aux spécificités locales, grâce à la collaboration entre les acteurs de la RRC, (2) renforcement des capacités des écoles à se préparer aux risques de catastrophes, (3) renforcement des capacités des communautés vulnérables dans la gestion des risques de catastrophes et sanitaires et les conséquences des changements climatiques, et (4) développement de partenariats.</p> <p><u>La plateforme SADC « Communauté de développement de l'Afrique australe »</u> La SADC a créé une unité de réduction des risques de catastrophes chargée de coordonner les programmes régionaux de préparation et de réponse aux risques de catastrophes transfrontaliers. La plateforme régionale de la SADC pour la réduction des risques de catastrophes a été inaugurée en 2011.</p>	<p>Site de la PIROI https://piroi.croix-rouge.fr/</p> <p>Site de la SADC https://sadc.int/themes/disaster-risk-management/</p>
Les partenaires financiers (Union Européenne, l'AFD, la banque Mondiale GFDRR, UKAID, la commission de l'océan indien, les Etats, etc.)	<p>Les bailleurs de fonds permettent de financer des programmes en GRC, ainsi que sur la préparation et la réponse aux urgences dans le but de protéger des personnes et des biens face aux catastrophes. Les fonds tendent à renforcer les capacités de résilience des Etats et des populations pour permettre une meilleure réponse aux effets nuisibles des catastrophes naturelles ou de cause humaine.</p>	<p>L'Union Européenne au Mozambique: en 2020, un montant total de 14,6 millions d'euros a été alloué pour répondre aux besoins humanitaires au Mozambique: pour les populations touchées par le conflit dans le nord, pour la préparation aux catastrophes et l'éducation dans les situations d'urgence et pour l'aide alimentaire dans les zones frappées par la sécheresse.</p> <p>L'Agence Française de Développement (AFD): projet 3 océans avec pour objectif de réduire l'impact des catastrophes, crises sanitaires et effets du changement climatique sur les populations des Petits Etats Insulaires des 3 océans (Caraïbes, Océan Indien et Océan Pacifique).</p>	<p>UE: https://ec.europa.eu/echo/what/civil-protection/european-disaster-risk-management_fr et https://ec.europa.eu/echo/where/africa/mozambique_fr</p> <p>AFD 3 Océans: https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/trois-océans</p>



Annexe 3 : Différents types de partenaires

Type de partenariat	Rôle	Exemple dans le contexte de l'Océan Indien	Références
Les services étatiques	Les services étatiques en GRC sont plus souvent la protection civile, le bureau de GRC dans le pays, le Ministère de l'Education et le Ministère de la Santé. Ces structures sont dotées de ressources pour élaborer des politiques et stratégies en RRC, ainsi que pour financer des mesures de préparation, mitigation et prévention des risques de catastrophes.	La DEAL, la préfecture et les collectivités françaises (La Réunion et Mayotte) Académie de La Réunion Protection civile: SIDPC (Mayotte), EMZPCOI (La Réunion), COSEP et DGSC (Comores), NDRRMC (Maurice), BNGRC (Madagascar), INGD (Mozambique), et DRDM (Seychelles).	La DEAL: http://www.reunion.developpement-durable.gouv.fr/ Rectorat La Réunion: https://www.ac-reunion.fr/ National Disaster Risk Reduction and Management Centre (NDRRMC): https://ndrrmc.govmu.org/SitePages/In dex.aspx
Les partenaires techniques, scientifiques et/ou académiques	Ces partenaires (publics et privés) apportent leur expertise dans leur domaine de compétences. Ils s'assurent de la qualité des services à fournir dans les activités en RRC, tout en partageant leurs expériences et leurs savoir-faire locaux.	Météo-France et services météo dans les pays Université de la Réunion Observatoire du Volcan, Cité du Volcan, ONF, BRGM, etc.	Météo-France: www.meteofrance.re Observatoire du volcan Comores: http://www.comores-online.com/karthala/ Université: https://www.univ-reunion.fr/
La société civile, les organisations internationales et les Nations Unies	Ces organismes locaux et/ou internationaux soutiennent les projets en RRC grâce à une assistance technique et logistique en suivant leurs lignes directrices en RRC. Ils font la promotion du partage des connaissances et débattent des dernières tendances en matière de réduction des risques de catastrophes, ainsi que les liens avec le changement climatique et le développement durable.	Cluster Education Les ONGs internationales et UN: Save The children, CARE, Humanité et Inclusion, PNUD, UN-Habitat, UNICEF, etc. Associations environnementales (ex. Mayotte Nature Environnement, Naturalistes) Les organisations de la société civile	Global Education Cluster Mozambique: https://www.educationcluster.net/node/811 Mayotte Nature Environnement: https://mayottenatureenvironnement.com/ CARE Madagascar: https://www.carefrance.org/care-actions/programmes-monde/madagascar-renforcement-resilience-catastrophes-naturelles-cote-ouest.htm
Les groupements communautaires	Les représentants communautaires sont essentiels pour assurer la durabilité des actions en RRC de part leur implication et l'appropriation des mesures. Les groupes locaux peuvent inclure les groupes de jeunes, les organisations de femmes, les groupes religieux, les enseignants, les groupes sociaux, etc.	Création de Club RRC dans les écoles pour la préparation aux risques de catastrophes intégrant les directeurs d'écoles, les enseignants, les élèves et les parents d'élèves.	Projet MIARO (HI et CARE) Madagascar: https://care.mg/2020/06/30/miario-newsletter-2/



RÉFÉRENCES



RÉFÉRENCES ET LIENS CLÉS

Références sur le contexte	Liens
Introduction: Concepts de la RRC	
Emergency Events Database (EM-DAT)_Natural disasters 2019 report	
UNDRR_Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015 - 2030	
UNDRR_ Rapport du groupe de travail intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé des indicateurs et de la terminologie relatifs à la réduction des risques de catastrophe (2016)	
Bündnis Entwicklung Hilft_World Risk Index 2020	
Introduction: Enjeux RRC dans les PEIDs	
Christian Bouchard_Question de géographie et de développement des Petits États et territoires insulaires du sud-ouest de l'océan Indien	
UNDRR_Review of South-West Indian Ocean Region: Working Papers on Public Investment Planning and Financing Strategy for Disaster Risk Reduction (2015)	
IFRC_Cadre pour la Réduction des risques de catastrophe pour l'Océan Indien	

Références sur le contexte	Liens
Introduction : Enjeux RRC dans les PEIDs	
CADRI_Disaster Risk Management « Mauritius Capacity Diagnosis Report » (2020)	
Commission Européenne_INFORM Risk_Country Profile	
UNDRR_DesInventar Sendai	
Introduction: Stratégie CRF & PIROI	
CRF_Stratégie internationale 2017-2020 de la Croix-Rouge française	
PIROI_Plan d'action de la PIROI 2017-2020	
Introduction: Protection de l'enfant	
UNICEF_Convention internationale des droits de l'enfant (1990)	
Save The Children_Stratégie de protection de l'enfant pour 2013-2015 (2013)	
UNDRR_Engaging children and youth in disaster risk reduction and resilience building	



RÉFÉRENCES ET LIENS CLÉS

Références en RRC	Liens
Section 1: Identification des priorités	
IFRC_Planification de projet/programme: manuel d'orientation	
Section 1: Compréhension des risques de catastrophes	
IFRC/PIROI_Évaluation de la vulnérabilité et des capacités améliorée Version préliminaire Avril 2019	
Plan International_Child-Centred Multi-Risk Assessments - A field guide and toolkit (2018)	
CARE International_Manuel pratique: Analyse des Vulnérabilités et des Capacités d'adaptation aux changements climatiques (2019)	
IFRC_Kit d'action urbaine (2020)	
Croix-Rouge à Vanuatu_Évaluation des risques au niveau de la cité: Boîte à outils Do-It-Together pour le renforcement de la résilience des communautés urbaines (2017)	

Références en RRC	Liens
Section 2: Ciblage du public	
IFRC_ Strategic Targeting Methodology: Community Selection Manual (2014)	
Humanité et Inclusion Madagascar_Manuel RRC Inclusive (2018)	
PNUD_Genre et Catastrophes (2010)	
International Institute of Rural Reconstruction and Give2Asia_Facilitating Inclusion in Disaster Preparedness: A practical guide for CBOs (2018)	
UNDRR_Sendai Framework for DRR for Children	
UNICEF_Child-Centred Disaster Risk Reduction	
Section 2: Ciblage des zones d'intervention	
IFRC_ Strategic methodology: community selection manual (2014)	

RÉFÉRENCES ET LIENS CLÉS

Références en RRC	Liens
Section 2: Partenariat	
UNDESA_Partnerships Briefs for Small Island Developing States: Climate Change & Disaster Risk Management (2014)	
Plateforme Indian Ocean Rim Association (IORA)	Disaster Risk Management
Section 3: Prise en compte de la communication	
IFRC_Guide de Sensibilisation et éducation du public à la réduction des risques de catastrophe (2014)	
Lutz Frommberger & Nuwan Waidyanatha_Pictographs in Disaster Communication for Linguistically Challenged Populations, A Survey on Background and Existing Practices (2017)	
IFRC_Sensibilisation de l'opinion et éducation publique pour la réduction des risques de catastrophe (2018)	
GIZ Local Flood Early Warning System Philippines	
Section 3: Transmission des messages	
Handicap et Inclusion_Petit guide d'accessibilité à l'information pour tous à Madagascar	
BRL_Mise à jour du plan de gestion des risques d'inondation de Mayotte 2022-2027 - Synthèse et bilan des actions de sensibilisation du public réalisées à Mayotte (2021)	

Références en RRC	Liens
Section 4: Sensibilisation aux risques de catastrophes	
IFRC_Guide de Sensibilisation et éducation du public à la réduction des risques de catastrophe (2014)	
IFRC_Community Disaster Preparedness Guide - Virgin Islands	
Croix-Rouge du Mozambique_Etude de cas: le système d'alerte précoce aux cyclones dans la pratique	Mozambique : le système d'alerte précoce aux cyclones dans la pratique
Section 4: Education aux risques de catastrophes	
UNESCO_UNICEF_La réduction des risques de catastrophes dans les programmes scolaires : Études de cas concernant trente pays	
UNICEF_Children and disasters: Building resilience through education (2011)	
UNCC Learn_Integrating Climate Change in Education at Primary and Secondary Level	
ActionAid_Resilience Building: A Guide to Flood, Cyclone, Earthquake, Drought and Safe Schools Programming (2016)	
UNDRR_La sécurité intégrée dans les écoles	
Education à la Gestion des Catastrophes Naturelles, Guide Pédagogique du Maître, Union des Comores (2011)	



RÉFÉRENCES ET LIENS CLÉS

Références en RRC	Liens
Section 4: Renforcement des capacités	
PIROI_Compte-rendu de formation CATMI (2019)	
IFRC_The Caribbean climate change adaption tool kit: guide for facilitators (2014)	
Section 5: Evaluation des initiatives et des compétences	
BRL_Mise à jour du plan de gestion des risques d'inondation de Mayotte 2022-2027 - Synthèse et bilan des actions de sensibilisation du public réalisées à Mayotte (2021)	
Welthungerhilfe_Rapport final d'enquête les connaissances, attitudes et pratiques et la GRC à Haïti (2012)	
Save the Children_Enquêtes sur les connaissances, attitudes et pratiques en matière de protection de l'enfant (2012)	
PIROI_Bilan scolaire projet <i>Paré pas Paré</i> année 2019-2020	
Plan International_Child-Centred DRR Toolkit	